
Robert Mencherini

Président de PROMEMO

Le dossier central de ce dixième numéro du *Bulletin de Promemo* est consacré au thème « mouvement ouvrier et guerres coloniales ». La question intéresse notre région. D'abord, parce que Marseille, on le sait, a été un grand port colonial. Les matières premières de « l'Empire », en provenance d'Afrique ou d'Asie, étaient déchargées sur ses quais et alimentaient ses industries traditionnelles, huileries, savonneries, raffineries de sucre. Le « système marseillais » se fonde d'ailleurs sur ce lien étroit entre les importations maritimes et l'industrie. Ensuite, sans oublier l'importance de la flotte de guerre à Toulon, parce que les mouvements de troupes pour la conquête puis le contrôle des territoires d'outre-mer se faisaient souvent à partir des quais phocéens, où revenaient aussi, parfois, les cercueils. Enfin, parce que la force et la nature du mouvement ouvrier de notre région l'amenaient à réagir aux conflits coloniaux. Et, bien souvent, au sein du courant communiste, on lui demandait de jouer un rôle exemplaire « d'avant-garde », ce qui est particulièrement évident dans les années 1950.

Mais la question est posée dès le début du siècle : c'est ce que nous fait découvrir l'article de José Antonio Ruiz sur la protestation, en Espagne, contre l'intervention militaire au Maroc et la *Semana tragica* de Barcelone en août 1909. L'exécution de l'instituteur anarchiste Francisco Ferrer entraîne alors un important mouvement de solidarité internationale. Quinze ans plus tard, c'est encore le Maroc et la guerre d'indépendance menée par Abd el Krim qui sont à l'origine d'un mouvement de solidarité en France, étudié par Frédéric Grossetti dans « la lutte contre la guerre du Rif vue de Marseille » de 1924 à 1926. Menée par le jeune parti communiste ¹ et la CGTU, la (difficile) mobilisation se clôt, à Marseille, sur l'échec de la journée de grève générale du 12 octobre 1925.

Après le deuxième conflit mondial, les guerres d'Indochine et d'Algérie constituent des moments très importants pour les mobilisations anticolonialistes dans la région. Jacques Girault analyse l'action et les prises de position du parti communiste dans le Var lors de « l'affaire Henri Martin », ce quartier-maître arrêté et condamné à Toulon en 1950. Il replace cette dernière dans le contexte de la Guerre froide, en dégage les enjeux généraux et les conséquences pour le parti communiste lui-même dans le Var et nationalement. La guerre d'Algérie interroge bien au delà des rangs communistes, comme le montrent les documents varois présentés par Yolande Le Gallo. Le tract de l'Action catholique ouvrière (ACO) fait apparaître le trouble suscité chez les chrétiens par le rappel des réservistes et la « *crise tragique où se débat l'Afrique du Nord* ». Mais celle-ci se télescope, en 1956, avec l'intervention soviétique en Hongrie et celle de Suez, évoquées dans le tract de la CFTC ² et dans le texte de René Dauban (membre de l'ACO et adhérent de la CGT). Jean-Claude Lahaxe nous présente les temps forts de cette année, tandis que le témoignage de René Dauban recueilli par Yolande Le Gallo et l'article de Patrick Hautière sur l'histoire de l'ACO permettent de remettre ces débats en perspective. Les anarchistes des Alpes-Maritimes s'interrogent lors de la crise de 1958 : il s'agit pour eux de mener la lutte sur deux fronts, contre « le fascisme noir » des militaires putschistes et contre le « fascisme rouge », porté par les tanks russes. C'est

ce que montre Jean-Claude Lahaxe dans l'analyse détaillée du bulletin *L'ordre social* du groupe Élisée Reclus de Nice, prolongée par celle de la revue *Jeunes libertaires*, de 1959, favorable à l'indépendance algérienne. Ces documents proviennent des archives du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), présenté sous la rubrique « Sources et ressources de l'histoire du monde ouvrier et du mouvement social ». Enfin, l'étude des archives de la cellule du PCF de Châteauneuf-les-Martigues nous fait revivre, avec Jean-Claude Lahaxe, les mobilisations contre la guerre du Vietnam du côté de l'Étang de Berre.

Ces documents et analyses offrent un simple aperçu, bien incomplet, d'un thème très vaste pour lequel la rubrique « notes de lectures » animée par Gérard Leidet offre des prolongements. Nous serons sans doute appelés à y revenir.

Comme pour contredire nos propos au début de cet éditorial, un article de Michel Métenier sur la première usine de Gignac (à la fin du 19^e siècle), fabrique d'acide tartrique à partir des résidus de la vinification, nous rappelle, à très juste titre, l'existence d'activités industrielles liées aux productions agricoles locales. D'autres établissements plus importants ont également traité des produits issus de l'agriculture ou des matières premières extraites du sol provençal. Citons simplement les soudières très répandues au 19^e siècle dans la région des étangs ou les fabriques d'alumine et il y a bien d'autres exemples. Mais l'étude de Michel Métenier est aussi une leçon de méthode pour la redécouverte d'un patrimoine estompé. Et les « Métiers d'hier » sont nombreux comme l'indique Alain Préhu qui s'intéresse ici aux tonneliers de l'usine Lafarge de la Bédoule. Dans le même village, autrefois très ouvrier, un jeune « centrentenaire » est mis à l'honneur, parmi les « lieux de mémoire », le Cercle républicain des travailleurs de la Bédoule. C'est l'héritier de la longue tradition des cercles de Provence sur lesquels Maurice Agulhon, au cours de ses études sur la sociabilité méridionale, a attiré l'attention dans les années 1970.

Comme toujours, Patrick Hautière nous emmène faire « un petit tour sur le web ouvrier », cette fois du côté du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS).

Cette année encore, comme l'an dernier à Six-Fours, PROMEMO organise une journée de réflexions et de débats le 3 octobre 2009, cette fois-ci à la Médiathèque de Martigues, autour du thème « Mouvement ouvrier et culture ». La journée proprement dite sera précédée de projections cinématographiques au cours de deux soirées, le 1^{er} octobre à Martigues, le 2 à Châteauneuf-les-Martigues. On trouvera dans ces pages le programme détaillé de ces « Rencontres de PROMEMO ».

1. Voir l'article de Frédéric Grossetti, « Naissance du Parti communiste à Marseille », *Le Bulletin de Promemo*, numéro spécial, novembre 2006, p. 37-41.

2. Voir l'article de Patrick Hautière, « De la CFTC à la CFDT dans le Var », *Le Bulletin de Promemo*, n°1, novembre 2003, p. 14-15.

Le Bulletin de PROMEMO

Directeur de publication : Robert Mencherini

ISSN : 1954-9504

5 euros

Les rencontres de PROMEMO

1^{er}, 2, 3 octobre 2009

«Monde ouvrier et culture»

Jeudi 1^{er} octobre au cinéma Le Renoir à Martigues

18 heures 30 Présentation de *TONI* de **Jean RENOIR** par **Robert MENCHERINI**

19 heures 15 Pause casse-croûte

20 heures Projection du film

A partir de 21 heures 40 Débat

Vendredi 2 octobre au cinéma communal de Châteauneuf

18 heures 30 **Débat autour de l'acteur Gérard MEYLAN**

19 heures 15 Pause casse-croûte

20 heures Projection de *DIEU VOMIT LES TIEDES* de **Robert GUEDIGUIAN**

A partir de 21 heures 40 Débat

Samedi 3 octobre Journée de réflexions et de débats

Salle de conférence de la médiathèque Louis Aragon à Martigues

9 heures Accueil autour d'un café

Modérateur Robert MENCHERINI

Claude PENNETIER (Directeur du «*Maitron*»)

«La culture dans les itinéraires militants»

Communication de Marie Cécile BOUJU (Chercheur associé du Centre de recherche d'histoire quantitative, Université de Caen/CNRS)

Le PCF : des bibliothèques militantes à la lecture publique (1950-1960)

Débat animé par Gérard LEIDET et Jean-Claude LAHAXE
Avec Clément BELIN, Philippe CARRESE, Olivier THOMAS

Le «Polar» et la BD à connotation sociale

De 12 à 14 heures : PAUSE REPAS

Après-midi

Modérateur Jacques GIRAULT (Professeur émérite Université de Paris XIII)

Communication de Robert MENCHERINI

sur «*les peintres prolétariens à Marseille*».

Communication de François CHEVALDONNE sur Rosa BORDAS

Chanteuse et «*rouge du Miejour*» (rouge du Midi).

Geneviève MOTTE

La politique culturelle du CE des cheminots Provence-Alpes-Côte d'Azur

Présentation de la pièce *Carmen SEÏTA* interprétée le 10 octobre
au théâtre des Salins.

Stéphanie DE CAMBOURG, Edmonde FRANCHI, Catherine LECOQ

DOSSIER :

«Mouvement ouvrier et guerres coloniales»

La Semana Trágica Une révolte contre la guerre coloniale au Maroc à Barcelone en 1909

José Antonio Ruiz¹

La Semana Trágica a déclenché une dure répression en Espagne et une vague de protestations dans toute l'Europe et en France. Voici le processus et les répercussions à Marseille et ses alentours.

En 1909, le gouvernement espagnol envoie des réservistes au Maroc. La plupart d'entre eux sont mariés et leurs salaires assurent l'entretien de leurs familles. La guerre coloniale est spécialement mal perçue car aux idées anticolonialistes du puissant mouvement ouvrier anarchiste à Barcelone s'ajoute le fait que les riches sont exclus du service militaire. Pour protester contre l'embarquement des troupes, une grève générale dans toute l'Espagne est annoncée pour le 2 août 1909. En Catalogne, l'arrêt de travail de 24 heures initié le 26 juillet par le syndicat Solidarité Ouvrière² est un succès. Le lendemain, tombe la nouvelle de la mort de 1200 soldats au cours de la bataille du Ravin du Loup³. La plupart des victimes appartiennent au contingent des réservistes qui avaient quitté le port de Barcelone quelques jours auparavant. Le peuple construit alors des barricades dans les rues, l'état de guerre est décrété et des affrontements violents commencent. Il s'agit d'une révolte et non d'une révolution car il n'y a ni vrais dirigeants, les chefs radicaux qui avaient chauffé les esprits ont disparu, ni programme cohérent. L'Église est la cible principale

de la révolte. Une Église profondément traditionnelle qui contrôle une bonne partie de l'enseignement et avait appuyé le développement de syndicats «jaunes». En réaction, dans Barcelone à l'époque la grande ville ouvrière de l'Espagne, anarchistes et radicaux propagent des idées anticléricales. Les révoltés incendient et saccagent surtout des couvents et des églises. Le gouvernement envoie des renforts militaires et la rébellion se termine le 31 août. Il y a, au total, une centaine de morts et plus de cent bâtiments incendiés⁴. La répression est dure, avec 5 exécutions dont celle de l'instituteur anarchiste Francisco Ferrer Guardia⁵, accusé à tort d'être l'inspirateur idéologique de la protestation. Elle va conduire, surtout après l'exécution de ce dernier, à de grandes protestations en Espagne et en Europe.

En France, des universitaires, heurtés par le caractère militaire du procès de Ferrer Guardia, adressent un télégramme au chef du gouvernement espagnol demandant la tenue d'un procès⁶. Le 14 octobre 1909, Jean Jaurès prend la tête d'une manifestation ouvrière à Paris. La garde républicaine qui protège l'ambassade charge et la manifestation se termine avec la mort d'un gardien de la paix, soixante-quatre blessés et trois

.....
4. Ces événements sont décrits dans le film *La ville brûlée* (*La ciutat cremada* en catalan, *La ciudad quemada* en espagnol réalisé en 1976 par Antoni Ribas.

5. Francisco Ferrer Guardia (en espagnol), Francesc Ferrer i Guàrdia (en catalan), François Ferrer Guardia (en français).

6. Federico Villalobos, *El Sueño colonial*, Ariel, Barcelone, 2004, p. 198.

.....
1. Professeur d'histoire dans la section espagnole du lycée Marseilleveyre.

2. Solidaritat Obrera en Catalan, Solidaridad Obrera en Espagnol.

3. El Barranco del Lobo.

bus incendiés⁷. Les protestations se développent dans toute l'Europe et même en Amérique. Elles sont particulièrement importantes dans les milieux ouvriers et de gauche du Midi de la France. La presse de Marseille donne une large information sur la révolte, les manifestations et les boycotts.

A plusieurs reprises, *Le Radical* y consacre le titre principal de sa *Une*: «Les troubles en Espagne: La révolution à Barcelone» (30 juillet 1909), «Troubles en Espagne: scènes de sauvagerie à Barcelone» (1^{er} août), «Ferrer a été fusillé ce matin» (14 octobre), «Comment est mort Ferrer. Paris manifeste avec violence» (15 octobre), «Inhumation de Ferrer. A-t-on fusillé des Français à Barcelone? En vue de manifestations les troupes de Marseille sont consignées» (17 octobre), «Marseille fait une impressionnante manifestation» (18 octobre), «Sur les quais de Marseille on boycotte les compagnies espagnoles» (19 octobre). *Le Petit Provençal* (radical-socialiste) signale le 18 octobre que dans la manifestation se sont rassemblées 20000 personnes⁸ et que, au cours du meeting, ont pris la parole les sénateurs Boyer et Flaissières, les députés Cadenat et Bouisson ainsi que Siguros, le disciple espagnol de Francisco Ferrer. *Le Petit Marseillais* (droite) informe aussi largement ses lecteurs mais ses articles sont moins étoffés: «A Béziers proposition de boycott des produits espagnols» (8 octobre), «Des ouvriers de l'arsenal manifestent à Toulon devant le vice-consulat» (14 octobre), «Sète. Les ouvriers du port décident une grève de 24 heures» (15 octobre).

Le Petit Marseillais fait aussi part des nombreuses manifestations et meetings qui se sont déroulés dans d'autres pays, comme ceux qui se sont produits en Italie. Il faut signaler qu'une partie des idées anarchistes en Espagne avaient été

diffusées par l'Italien Giuseppe Fanelli⁹. Le 13 octobre, ce quotidien relate qu'«à l'occasion du meeting tenu (à Rome) à la faveur de Ferrer, les employés de tramways, les cochers publics et quelques corporations d'ouvriers ont chômé, depuis deux heures de l'après midi». Le 15 octobre, il signale que «les associations ouvrières de Livourne ont décidé le chômage général et le boycottage des marchandises espagnoles». Une information en provenance de Rome signale: «Les représentants des associations économiques ont voté un ordre du jour proclamant la grève générale depuis aujourd'hui midi jusqu'à minuit et décidant que tous les magasins, théâtres cinématographes, buvettes resteront fermés avec l'inscription Fermé pour cause de deuil mondial». En Italie on évoque même la possibilité d'une grève générale dans tout le pays.

Les conséquences de cette répression et de la protestation internationale qu'elle a suscitées ne tardent pas à se faire sentir en Espagne. Le 21 octobre, le gouvernement conservateur présidé par Antonio Maura est remplacé par celui de Segismundo Moret. Les esprits commencent à se calmer. La colère se traduira désormais dans les urnes. En 1910, une coalition réunissant républicains et socialistes permet, pour la première fois, l'élection d'un député socialiste, Pablo Iglesias. La même année, *Solidaridad Obrera* donne naissance au syndicat anarchiste CNT (Confédération Nationale du Travail) qui devient la plus puissante organisation ouvrière espagnole. En 1912, le libéral José Canalejas, président du gouvernement espagnol, conscient de l'impopularité de l'exemption du service militaire pour les riches établit le service militaire obligatoire pour tous les hommes. La guerre coloniale continuera

.....
9. Mikhaïl Bakounine avait envoyé Giuseppe Fanelli en Espagne fin 1868. Bien que ne parlant pas l'Espagnol, celui-ci parvint à se faire comprendre en s'exprimant moitié en Italien, moitié en Français. Il rencontra les organisations ouvrières à Madrid et Barcelone et en 1869 fut fondée la section espagnole de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT).

.....
7. Gérard Unger, *Aristide Briand le ferme conciliateur*, Fayard 2005, p. 237.

8. En réalité, la manifestation de Marseille a rassemblé entre 5 000 et 20 000 personnes

par contre pendant de longues années au Maroc. Une guerre coloniale dans laquelle va se forger un certain Francisco Franco, militaire «africaniste» qui fera partie du noyau dur du coup d'état du 18 juillet 1936.

Aujourd'hui en France, surtout dans les villes de tradition ouvrière, près d'une centaine de lieux portent le nom de Francisco Ferrer. On en recense trois dans

les Bouches-du-Rhône. Une place juste à côté de l'Hôtel de ville de Gardanne. Une rue en haut du vieux Istres. Une avenue à côté de la place de la Pétanque à La Ciotat¹⁰.

.....
10. Il est possible de retrouver l'ensemble de ces lieux en consultant la carte des villes de France sur le site <http://www.mgm.fr/PUB/Mappemonde/M294/FERRER.pdf>.

La lutte contre la guerre du Rif vue de Marseille (1924-1926)

Frédéric Grossetti

Entre 1921 et 1926, le Maroc est le théâtre de la première grande guerre d'indépendance dans les colonies au 20^e siècle. Elle est pour les communistes français l'acte de naissance de l'anticolonialisme révolutionnaire. En septembre 1924, le PC publie un télégramme de soutien envoyé à Abd El Krim, le dirigeant de la révolte. Le 2 juillet 1925, l'Humanité publie un appel d'une centaine d'intellectuels en faveur de la paix au Maroc et exprimant leur solidarité avec la république du Rif. Le 12 octobre, le PC et la CGTU organisent une grève dont le résultat n'est pas sans intérêt (300 000 à 400 000 grévistes).

A Marseille, bien qu'en situation de faiblesse¹, le PC mène une activité importante. Cette campagne n'est pourtant pas des plus faciles. Il faut d'abord vaincre l'esprit colonial qui prédomine alors y compris au sein du mouvement ouvrier. Ainsi Nicolas, de la Compagnie des tramways, membre du bureau fédéral, apprécie ainsi la situation d'après l'indicateur de la police: «Sur 4000 employés de la Compagnie des tramways, 350 seulement sont prêts à suivre les mots d'ordre du PC sur la guerre du Maroc, tous les autres sont au contraire nettement partisans de la guerre jusqu'à

la défaite d'Abd El Krim»². Par ailleurs, les militants se heurtent à une répression sévère. Des arrestations ont lieu et des condamnations sont prononcées. Le 1er juin 1925 par exemple, Claire Espérou est arrêtée alors qu'elle distribuait des tracts à des conscrits. Des militants arabes sont interrogés au commissariat et menacés d'expulsion. Le 11 juillet, Olivieri Carboni est condamné à 6 mois de prison et 300 francs d'amende pour distribution de tracts appelant des soldats à la désobéissance³. Le 17 juillet, Paul Margailan, un agent de la compagnie des tramways est à son tour condamné à 3 mois de prison, 200 francs d'amende et il est licencié pour avoir collé des affichettes sur les tramways⁴. Plusieurs dirigeants de la fédération communiste (Duisabou, Roques, Debrienne) sont arrêtés à plusieurs reprises pour distribution de tracts. Des militants étrangers sont expulsés.

Marseille, du fait de sa situation de port, occupe une place stratégique. En avril 1925 une dépêche du ministre de l'Intérieur signale que «la 3^e Internationale utiliserait le groupement communiste de Marseille en vue d'établir la liaison avec Tunis, Alger et le Maroc français et espagnol et pour y intensifier

.....
2. Archives nationales, F7 13173.

3. Il est désigné comme candidat dans le 5^e canton pour l'élection du 19 juillet.

4. Il est candidat aux élections du conseil d'arrondissement dans le 6^e canton.

.....
1. Le PCF a subi une scission importante en 1923 et, aux élections législatives de 1924, ses résultats sont inférieurs à la moyenne nationale.

la propagande révolutionnaire»⁵. Des efforts importants sont effectivement déployés, avec en particulier la venue de responsables nationaux et d'envoyés de l'Internationale, pour organiser le travail anticolonialiste dans trois directions : les colonies, les travailleurs coloniaux installés à Marseille, les travailleurs et les soldats français.

Concernant la propagande en direction des colonies, les rapports de la police évoquent surtout des mises en garde, la mise en place d'une surveillance, mais jamais la découverte réelle de matériel transporté, ni l'arrestation de marins ayant effectué ces transports. S'agit-il d'une discrétion étonnante de la police ou d'une organisation très efficace de cette propagande ? On peut aussi penser que cette pratique n'a pas été aussi courante que croient ou veulent faire croire les informations policières.

L'action parmi les travailleurs coloniaux apparaît peu efficace. Dès le début de l'année 1925, le PC crée une commission coloniale dirigée par Duprat et cherche, ainsi que la CGTU, à mener des initiatives en direction des Arabes résidant à Marseille. La difficulté vient du fait que la plupart d'entre eux ne parlent pas français. Trois militants maghrébins sont mis à contribution, parmi lesquels Mohamed Deradji apparaît le plus actif. Un rapport de police du mois d'avril 1925 note que ce dernier est «le seul capable de parler aux Arabes»⁶. La répression rend difficile l'activité de ces militants en situation précaire. Ils subissent un interrogatoire au commissariat en juin 1925, et dès avril le rapport de police cité note que Deradji «a ralenti son activité, inquiété par la police...». Le PC organise au printemps un congrès pour les Maghrébins préparé par des réunions de quartier. Au total, au cours de cette campagne de propagande, 180 adhésions sont enregistrées. Au congrès participent une cinquantaine de personnes dont 40 Arabes. Seuls 6 d'entre

eux reviennent l'après-midi. Il en ressort la création d'une commission pour le travail à l'organisation des coloniaux et la sortie d'un tract. Peu de choses donc. Les 3 seuls militants arabes quitteront Marseille peu après et aucun autre ne semble émerger des adhésions réalisées en 1925. Le PC ne parvient donc pas à s'implanter dans cette partie du prolétariat marseillais et à l'influencer notablement.

C'est donc surtout en direction des travailleurs et des soldats français que la propagande s'exerce et provoque un certain écho. Pour le PC, il s'agit de mettre en œuvre un aspect novateur de la politique de l'Internationale, une des fameuses «21 conditions», l'anticolonialisme, presque absent jusque là des traditions du mouvement populaire français. L'effort est considérable. Des tracts sont massivement distribués, des papillons et des affiches collés à plusieurs occasions et «en assez nombreux exemplaires» selon la police qui les fait lacérer. Le rapport moral présenté au congrès régional de juin 1926 parle de «plus de 300 000 tracts distribués à Marseille et 5 000 affiches posées». La police elle aussi signale de nombreuses distributions et, au cours de perquisitions, trouve 180 kg de tracts au domicile de deux militantes. Destinés aux travailleurs marseillais, les tracts sont distribués dans les quartiers, mais aussi souvent dans ou aux portes des usines ce qui permet des prises de parole. Un véritable plan de travail est organisé en juin 1925. Des tracts en direction des conscrits sont jetés par-dessus les murs des camps de Sainte Marthe ou de la Delorme. D'autres sont distribués par les cellules des cheminots à l'arrivée des soldats ou au moment de l'embarquement, en particulier par des femmes qui provoquent parfois des «incidents» ou lancent des appels à haute voix comme Claire Espérou, jeune professeur de français⁷ qui est arrêtée à l'occasion d'une telle distribution. En plus des réunions d'usine organisées à la porte des entreprises, le PC organise des réunions de quartier et des meetings qui

.....
5. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 1717, commissariat spécial, rapport 1335 du 21 avril 1925.

6. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 1717, commissariat spécial, rapport 1329 du 21 avril 1925.

.....
7. D'autres sources la définissent comme institutrice.

COMITÉ CENTRAL D'ACTION

Parti Communiste, Confédération Générale du Travail "Unitaire", A. R. A. C. Jeunesses Communistes
Syndicats Confédérés, Minorités Socialistes, Ouvriers sans Parti.

En 1926
3 milliards et demi
d'impôts nouveaux,
plus
2 milliards et demi
pour
la guerre du Maroc,
plus
d'autres milliards
pour
la guerre de Syrie
au profit des Banquiers



Plus encore
les annués des dettes
de guerre dûes
à l'Angleterre et à
l'Amérique, s'ajoutant
au budget de
33 milliards, soit
au total
plus de 40 milliards
à payer

La Classe Ouvrière doit réagir

La GRÈVE GÉNÉRALE de 24 HEURES

doit être

Une mobilisation générale de tous les Travailleurs,
Une protestation véhémement

CONTRE la GUERRE du MAROC et de SYRIE

Pour l'indépendance du Riff et de l'Arabie, l'évacuation du Maroc et de la Syrie.

CONTRE les LOIS GAILLAUX, l'inflation et la vie chère.

Pour l'augmentation générale des salaires par l'échelle mobile.

Pour la libération immédiate des prisonniers civils et militaires.

TRAVAILLEURS !

Les guerres coloniales préparent une nouvelle GRANDE GUERRE impérialiste ou tomberont encore des millions d'ouvriers et de paysans.

Préparez-vous, organisez-vous, soyez prêts à répondre à l'appel de vos organisations.

Lire chaque jour l'HUMANITÉ ; chaque semaine La VIE OUVRIÈRE, L'AVANT-GARDE, L'OUVRIÈRE.
Donnez des munitions au Comité d'Action, prenez sa carte à 1 franc.

Tract/affiche appelant à participer à la grève du 12 octobre 1925.
Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 796.

obtiennent des succès variables.

LE CONGRÈS OUVRIER ET PAYSAN DU 23 AOÛT 1925

Il s'agit d'une réunion organisée salle du « Brébant marseillais » aux Chartreux à laquelle sont conviés les communistes et sympathisants mais aussi les syndicalistes de la CGT et les socialistes. Les appels lancés à la fédération SFIO et à l'union Socialiste-Communiste⁸ restent par contre sans réponse. Les mots d'ordre mêlent la paix au Maroc et le droit à l'indépendance pour les Marocains avec le refus de l'augmentation du coût de

la vie et des impôts. La préparation du congrès paraît laborieuse et difficile. Les 4 réunions publiques organisées à Marseille se soldent par des échecs : 2 sont annulées faute de participants, les 2 autres réunissent 17 et 50 personnes⁹. Il faut même repousser au 23 août la date prévue initialement. On semble d'ailleurs s'attendre à un échec : « on ne compte pas arriver au chiffre de 1000 délégués que l'on a espéré atteindre » note l'indicateur de la police à 2 jours du congrès¹⁰.

Et pourtant ce chiffre va être nettement

9. Arch. nationales, dossier F7 13175, rapport du commissariat spécial du 18 août 1925.

10. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 1717, commissariat spécial, rapport 2585 du 21 août 1925.

8. Il s'agit d'un parti issu de la scission du PC en 1923 auquel participe en particulier Simon Sabiani.

dépassé avec plus de 1 100 participants au congrès et 3 000 au meeting qui le suit dans une ambiance très combative. La participation est assez diversifiée : sur 1 125 «délégués» recensés, 405 sont membres du PC, 75 de la SFIO, 415 de la CGTU, 120 de la CGT, 104 représentent les «femmes communistes» et 150 les jeunesses communistes et socialistes. L'ARAC est peu présente avec seulement 20 adhérents. Les interventions mélangent appels contre la guerre et revendications sociales, en particulier sur les salaires. Mohamed Deradji intervient au nom des travailleurs arabes. Trois militaires prennent la parole dans l'obscurité. Au cours du meeting qui suit, Marcel Cachin «salue le congrès d'une région qui n'avait pas donné à l'idée révolutionnaire tout ce qu'elle peut donner» et ajoute que «la ville révolutionnaire de Marseille somnole». A l'issue de ce meeting un cortège est autorisé, mais au moment où Jacques Doriot prend la parole pour appeler à la dispersion, la police intervient brutalement. On dénombre plusieurs blessés dont 33 agents de police. Pour le PC ce congrès est un succès plutôt inattendu et très encourageant. «A Marseille, le prolétariat connaît enfin le parti communiste» peut on lire dans le rapport du congrès régional de juin 1926.

LA GRÈVE DU 12 OCTOBRE 1925

Au début de l'automne 1925, le PC avance l'idée d'une journée de grève générale contre la guerre du Maroc, en y associant des revendications contre les «impôts Caillaux» et la vie chère. A Marseille, les militants s'appuient sur le succès du congrès ouvrier et paysan du mois d'août pour populariser l'idée de grève générale. Le premier appel est lancé le 25 septembre au cours d'une réunion. La propagande paraît très active. Plusieurs tracts différents sont imprimés et distribués «à profusion» selon la police¹¹ devant les usines ou dans la rue, parfois lancés à partir de taxis. Malgré l'enthousiasme de certains militants,

.....
11. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1M 976, Commissariat spécial, rapport 4000, 9 octobre 1925.

l'idée de la grève a du mal à s'imposer. Il s'agit en effet d'une première, un appel à une grève sur des mots d'ordre politiques et en particulier sur une question, l'anticolonialisme, qui est loin de faire l'unanimité dans le monde ouvrier comme dans l'ensemble de la société. De fait, si certains responsables syndicaux, y compris Maurice Gaichel du syndicat des tuiliers de Saint Henri, assurent que leur entreprise participera à la grève (ce qui ne sera d'ailleurs pas le cas), d'autres font part de leurs difficultés. C'est le cas par exemple des marins dont un dirigeant syndical indique qu'ils sont «de tout cœur» avec le mouvement mais qu'ils n'y participeront pas. Des difficultés similaires se rencontrent sur le port, chez les traminois ou les cheminots dont un militant évoque seulement une possible grève du zèle.

La date de la grève n'est annoncée que tardivement, le samedi 10 octobre pour le lundi 12. «Cet ordre surprend les militants car ils pensaient qu'il n'aurait été lancé que dans une dizaine de jours» pense un indicateur de la police¹². Le PC cherche sans doute à empêcher une riposte patronale et policière, mais il ne crée pas non plus les meilleures conditions pour une organisation efficace du mouvement. De fait, il semble qu'il y ait un peu d'improvisation. La CGTU réunit le 10 au soir environ 80 délégués syndicaux que César Matton, le secrétaire de l'UDU, tente de galvaniser. «Une grève générale peut être le point de départ d'une révolution», déclare-t-il¹³. Mais quand le bureau demande 5 camarades pour coller des affiches, «aucun auditeur ne se fait inscrire». Le lendemain matin, PC et CGTU tiennent un meeting au jeu de boules de la tour Eiffel près de la gare Saint-Charles auquel ne participent que 200 à 300 personnes. Après Roques, Matton tient un discours très combatif et optimiste. Selon lui, la grève sera un

.....
12. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1M 976, Commissariat spécial, rapport 3113, 10 octobre 1925.

13. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 796, rapport du commissariat central, 11 octobre 1925.

grand succès et « contrairement aux faux bruits répandus dans la presse capitaliste, les tramways ne marcheront pas demain et dans tous les bureaux, toutes les usines, le travail cessera »¹⁴.

Volontarisme pour tenter de mobiliser ou erreur d'appréciation ? En réalité la grève est un échec à Marseille. « Formidable échec » titre le Petit Provençal du 14 octobre. Même appréciation dans un rapport de police : « la grève générale a complètement échoué à Marseille [...] Travail normal sur les quais et dans toutes les corporations des transports, de l'alimentation, du bâtiment [...] Le personnel de la Compagnie des tramways n'a pas bougé [...] On n'a signalé que quelques défections dans la métallurgie et les produits chimiques ». Pour Marseille, le commissariat central comptabilise environ 500 grévistes. Les entreprises les plus touchées sont les Chantiers et ateliers de la Capelette avec 300 grévistes sur 1 230 ouvriers, les raffineries de sucre St Charles (60/300), ou l'usine métallurgique Fouque (56/64). Ailleurs rien ou presque. Le meeting tenu le matin de la grève rassemble 3 à 400 personnes à la Bourse du travail. Matton nuance l'échec : selon l'indicateur de la police « il reconnaît que le nombre de grévistes n'est pas très élevé, mais on a au moins fait un premier pas ; il n'en résulte donc pas un fiasco. Il faut faire mieux »¹⁵.

Le 15 octobre, on découvre une tentative de sabotage effectué sur un pylône électrique aux environs d'Allauch, sur la ligne alimentant notamment la Compagnie des tramways. S'agit-il vraiment d'un acte organisé par les communistes qui, par ailleurs, ne paraissent pas familiers de ce type d'action, ou d'une provocation manquée et rendue inutile par l'échec de la grève ? Difficile de le savoir, aucune enquête n'ayant lieu, le préfet demandant, étrangement, aux journaux « de faire le

silence sur cette affaire »¹⁶.

Pour sa part, le PCF tente de tirer un bilan positif de la grève. Il doit cependant rédiger un « schéma de documentation sur les résultats de la grève de 24 heures » pour aider les militants à argumenter. On peut y lire notamment : « La grève est un succès très grand [...] Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, on a vu le prolétariat ouvrier et paysan réaliser le mot d'ordre d'une grève politique générale et se dresser contre une guerre coloniale »¹⁷. De fait, l'échec de la grève ne semble pas entraîner une démobilisation des militants ni un détachement du mouvement ouvrier par rapport au parti communiste. Au contraire, la CGTU connaîtra au cours des mois suivants des progrès dans certains secteurs, en particulier sur le port.

Cette campagne ne parvient pas à infléchir la politique gouvernementale, mais elle marque des points dans l'opinion et oblige d'autres forces politiques à se positionner sur cette question. Grâce à elle, le PC se forge une image d'un parti d'action et il semble impressionner et influencer certains militants de gauche non communistes. La section SFIO du 5e canton organise par exemple un meeting en septembre 1925 contre la guerre du Maroc. Le secrétaire de la fédération, Bon, et le député Cadenat y tiennent des discours combatifs, appelant à l'action. L'indicateur de police note en commentaire : « Jusqu'ici, les communistes ont été seuls à faire de la propagande publique contre la guerre du Maroc. Les socialistes commencent à en faire de leur côté. Leur but est peut être d'éviter que l'aile gauche de leur parti n'aille trop vite au communisme »¹⁸.

.....
16. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 796, lettre de la sûreté générale au ministre de l'intérieur, 15 octobre 1925.

17. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 796.

18. Arch. nationales, F7 13175.

.....
14. Ibidem.

15. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, dossier 1 M 796, rapport du commissariat central, 12 octobre 1925.

Jacques Girault

Depuis le 6 mars 1952, le gouvernement d'Antoine Pinay entame une politique de stabilisation, poursuit une politique européenne, proaméricaine et continue la guerre en Indochine. Aux élections législatives du 17 juin 1951, le Parti communiste arrive en tête avec 25,7 % des suffrages exprimés et, du fait des apparentements, a 101 députés. Dans le Var, la liste communiste remporte un plus large succès (36 % des suffrages exprimés). A Toulon, à l'issue des élections de mai 1949, Louis Puy conserve la direction de la municipalité.

LA FÉDÉRATION COMMUNISTE DU VAR, FORCES ET FAIBLESSES

La ligne politique adoptée par le PCF l'amène à s'isoler dans un contexte de Guerre froide. Il accentue sa lutte pour une politique de paix, pour empêcher une guerre contre l'URSS, contre le réarmement allemand, contre l'hégémonie américaine. En outre depuis longtemps les communistes aident les mouvements d'indépendance des peuples colonisés.

La fédération communiste apparaît comme une des meilleures de France, mais décline. Son orientation privilégie des types d'action marquée par le sectarisme. Des remaniements interviennent. André Marty la suit particulièrement. Avec l'organisation de l'action en faveur d'Henri Martin², son rôle se renforce puisqu'il anime la campagne nationale. Présentant son rapport devant le comité central, le 13 février 1952, il cite en exemple les luttes menées par la fédération du Var contre les départs de troupe vers la Tunisie.

La surveillance policière s'accroît en

.....
1. Jacques Girault est professeur émérite d'histoire à l'Université de Paris XIII (CRESC).

2. Affecté à Toulon, le quartier-maître Henri Martin est arrêté en mars 1950. Accusé d'avoir distribué des tracts et d'avoir tenté de saboter un navire, il reconnaît son action de propagandiste mais conteste le sabotage. Condamné à cinq ans de réclusion, il est libéré le 2 août 1953.

raison de son potentiel militaire : troupes coloniales en instance de départ pour l'Indochine, accusations de sabotage sur les avions devant être embarqués sur le *Dixmude*³. Les militaires, et tout particulièrement les marins, en relation avec la Fédération communiste, sont étroitement surveillés.

Dans ce contexte tendu, débute ce qui devient « l'affaire Henri Martin ». La première condamnation par le Tribunal maritime à Toulon, le 19 octobre 1950, reçoit une confirmation, par le Tribunal maritime de Brest, le 21 mai 1951. Dans l'organisation des comités de défense, dès 1951, quatre départements tiennent une place essentielle dans les préoccupations de la direction du PCF, la Seine, le Var, les Bouches-du-Rhône et le Cher. Le Parti attend beaucoup des initiatives varoises. Dans le Var naît le premier comité de coordination pour la défense et l'acquittement d'Henri Martin. Symbole de l'importance de ce département, le titre de la première pièce consacrée à la propagande pour la libération d'Henri Martin est *Drame à Toulon*.

UN COMLOT EN FRANCE AUX COULEURS VAROISES

Le PCF, engagé dans la lutte contre les risques de guerre et les forces au pouvoir, organise une manifestation violente contre le général américain Ridgway⁴, le 28 mai 1952. Avec les arrestations de Jacques Duclos et de dirigeants communistes et syndicalistes, commence le « complot des pigeons »⁵. Pour le gouvernement,

.....
3. Le *Dixmude* est un ancien porte-avion américain qui avait été tout d'abord prêté aux Anglais.

4. Destinée à protester contre l'arrivée à la tête des forces de l'OTAN du général Ridgway accusé d'être le responsable de la guerre bactériologique en Corée, la journée a aussi pour but de dénoncer la signature, les 26 et 27 mai, des accords de Bonn et de Paris.

5. Jacques Duclos assure l'intérim du secrétariat général depuis que Maurice Thorez est parti se faire soigner en URSS. Le 28 mai, son véhicule est contrôlé par les

5 ANS DE RECLUSION A H. MARTIN !

EXIGEONS que soit CASSÉ ce sale VERDICT !

Le tribunal de Vichy continue

"Républicain", "Provençal", "Méditerranéen" ont menti! HENRI MARTIN n'a pas saboté, et le tribunal l'a condamné à 5 ans de réclusion pour s'être opposé à la guerre du Viet-Nam. Comme les tribunaux de Vichy qui condamnent Charles De Gaulle lui-même.

3.000 morts et 100.000 Frs d'impôts accusent !!!

Désastre en Indochine ! 3.000 Morts en quelques jours ! Voilà où passent les 100.000 Frs annuels d'impôts et de taxes de chaque travailleur dont 30.000 Frs vont à la guerre !

Voilà pourquoi Luch, Pléven, Pêche, retour de Washington veulent augmenter tabacs, gaz, charbon, timbres etc et RETABLIR L'IMPOT COMMUNAL ! C'est pour justifier cette politique qu'ils ont fait condamner HENRI MARTIN qui est innocent, patriote et qui a agi contre la guerre et pour les ouvriers.

Ouvriers
Bernois !

Ce verdict est un encouragement à la répression Patronale : tentative de lock-out à Paul MARCEL, MARTY, secrétaire C.G.T. des coop, licencié, chômage partiel "aux Abeilles" à la fonderie.

Décision préfectorale de supprimer l'allocation de chômage ! Refus des 100 Frs hiérarchisés ! Décision des 78 Frs sans hiérarchie !

Voilà le sens de procès, procès du peuple, travailleurs et patriotes !

C.G.T., C.F.T.C., F.O., Inorganisés, il faut faire casser ce Procès !

CREONS DES COMITÉS POUR LA REVISION DU PROCÈS ET L'ACQUITTLEMENT D'H. MARTIN

Faites des pétitions, délégations au procureur Burgard à TOULON, reprenons les mêmes méthodes qui ont fait libérer A. MARTY et CH. TILLON !

Unissons-nous ; Contre la répression, les 18 Mois, la misère ! Pour les Conventions Collectives, Pour la Paix !

Tract de soutien à Henri Martin émis par l'union locale CGT de la Seyne sur Mer. Non daté. Archives privées.

les communistes complotent contre la sûreté de l'État. Une campagne s'engage sous l'égide du PCF et de la CGT pour la libération des dirigeants. Ces organisations, chacune à leur manière, dénoncent le complot « ourdi à Washington » (selon l'expression d'Étienne Fajon) fomenté par les alliances entre le gouvernement et les forces hostiles à l'indépendance nationale.

Dans la Bourse du Travail de Toulon, le 30 mai 1952, 400 militants communistes ne peuvent empêcher que les forces de l'ordre occupent le bâtiment et saisissent des documents. Le juge d'instruction Roth lance des mandats d'arrêt contre des dirigeants communistes et syndicalistes accusés d'atteinte à la sûreté intérieure et

extérieure de l'État.

La presse multiplie les articles sur le « complot communiste » comme titre *Match*, le 14 juin, avec de nombreuses photographies, dont celles du juge d'instruction Roth, du policier fait prisonnier le 30 à la Bourse du Travail, de la porte de l'Arsenal avec une légende accusatrice où le syndicaliste communiste « Fernand Revest sortait avec des documents dans sa poche », de la Bourse gardée par deux policiers. La presse cite, parmi la trentaine de kilos de documents saisis, des rapports sur le montage de chars d'assaut, sur la fabrication de torpilles à Saint-Tropez, sur l'activité dans l'Arsenal, sur le laboratoire de recherches antisous-marines du Brusac, sur les essais d'engins balistiques dans l'île du Levant... *Match* montre même

..... forces de police aux abords de la manifestation. Les policiers découvrent deux pigeons dans le coffre.

en fac-similé le tableau envoyé par un cheminot de Fréjus sur les transports de troupe en partance vers l'Indochine. André Marty, dans *l'Humanité*, le 11 juin, sous le titre « Les trois complots », ironise sur le troisième complot de Toulon.

Des perquisitions sont ordonnées chez les communistes. Les responsables reçoivent l'instruction de se cacher et de ne pas répondre aux diverses convocations ou mandats d'arrêt. Des militants rejoignent à la prison Saint-Roch les vingt manifestants du 30 mai qui, le 23 juin, obtiennent leur libération provisoire. Seize restent, le 26 juin, rejoints par des dirigeants fédéraux.

LA RIPOSTE COMMUNISTE

En parallèle avec la défense d'Henri Martin, la direction nationale du PCF prend des mesures pour « dégonfler l'affaire de Toulon ». François Billoux⁶ séjourne à plusieurs reprises à Toulon. Des avocats communistes, tels Léo Matarasso, viennent épauler les avocats toulonnais autour de Dominique Scarbonchi. Les communistes délaissent un peu l'action en faveur d'Henri Martin pour accorder une place essentielle à la défense de leurs dirigeants poursuivis.

Pendant plusieurs semaines, la presse se déchaîne contre les communistes. Le ministère de la Défense nationale, à la différence de ce qu'il avait fait lors du procès intenté contre Henri Martin, décide de ne pas livrer les « preuves » de « l'espionnage communiste ».

A Toulon, les accusations du juge Roth continuent. Les communistes animent des comités, collectent des signatures, dirigent des délégations, conduisent une courte grève chez les tanneurs de Barjols. Les détenus obtiennent le régime politique à partir du 13 juillet. Des libérations d'inculpés commencent et continuent jusqu'au dernier, le 3 septembre.

ACTIVISME ET GAUCHISME DES COMMUNISTES TOULONNAIS

.....
6. Député des Bouches-du-Rhône, François Billoux est membre du comité de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône. Il siège surtout au bureau politique du PCF.

En juin 1952, le comité central du PCF rejette l'activisme et le gauchisme de la dernière période. Il souligne l'erreur d'avoir lancé un mot d'ordre de grève en riposte à l'arrestation de Duclos. Il dénonce la tendance du parti à substituer « la gesticulation » au « travail de masse ». A la fin de juillet 1952, alors que la campagne pour démonter le « complot » se poursuit, la direction du PCF prend des décisions concernant l'organisation du parti dans le Var : enquête auprès des responsables, « renforcer la direction fédérale », préparer, sous la responsabilité de François Billoux, son autocritique.

Les 3 et 4 septembre, se réunit le comité central. Jean Bartolini dénonce le sectarisme passé. Son analyse ouvre la réflexion sur la nature des actions récentes des communistes varois et toulonnais. Revenant sur des affrontements depuis 1950 avec la police, il estime que sa position se caractérisait par un « manque de mesure en toute chose, un manque de courage politique ». Les communistes varois se livrent à une « gymnastique » et « la manifestation faite en faveur de la libération de notre camarade Jacques Duclos fut une manifestation avant-gardiste qui permit la provocation policière de la Bourse du Travail ».

La direction du PCF, parmi les mesures de réorganisation, décide l'envoi d'instructeurs dans les cellules. Lors de la réunion du Comité central, les 5-7 décembre 1952, François Billoux dans son rapport, dénonce l'opportunisme de l'ensemble du parti lors de la lutte contre le complot, attitude qui poussa à l'attentisme, à « l'atténuation de la lutte contre la social-démocratie » et cite la fédération du Var qui « a tout d'abord baissé la tête devant le complot ». Jean Bartolini ajoute au sectarisme de sa fédération son attitude opportuniste. De plus il critique aussi ses camarades qui pensent « qu'il suffit de lever le petit doigt ou de faire un signe pour qu'immédiatement se rassemblent les masses ». Il constate les absences « d'unité d'action avec les travailleurs socialistes puisque l'on considère qu'il n'y en a pas » et « d'attaques contre les dirigeants de la

social-démocratie car on les considère comme quantité négligeable». En dépit de l'organisation d'actions, de pétitions, de la formation de comités de défense, il souligne le « retard » pris par les communistes varois « pour dégonfler le complot ».

Pour quelles raisons les autorités militaires ont-elles refusé de se saisir d'une occasion de lutter contre l'antipatriotisme supposé des communistes ? Dès juin 1952, *Match* faisait état de divergences d'appréciations dans le gouvernement. Les ministres couvrant la Défense nationale auraient voulu éviter des nouvelles difficultés au moment de la discussion budgétaire. Ils auraient estimé qu'en entamant de nouvelles poursuites contre des actes de sabotage ou d'espionnage, le gouvernement français risquait d'apparaître aux États-Unis comme un pays fragile. Le Président du Conseil Pinay aurait même affirmé qu'il ne fallait pas dissuader les Américains de confier aux arsenaux français des commandes porteuses de devises. Outre cette raison financière, en pleine crise de la politique étrangère française,

conséquence de la guerre d'Indochine qui s'enlise et des difficultés de ratification de la Communauté européenne de défense, les dirigeants ont pu penser que plus que jamais l'alliance américaine s'imposait.

Dans le même temps, les dirigeants communistes André Marty et Charles Tillon sont accusés de travail fractionnel. Une « affaire » commence. Les conséquences dans le Var ne sont pas négligeables car ils conservent des soutiens parmi les Varois et leurs exclusions prononcées, fin 1952-début 1953, visent aussi ceux qui refusent le « front national uni » que Jacques Duclos propose dans son rapport devant le Comité central, le 3 septembre. Sanction attendue, lors du congrès du Parti communiste, en juin 1954, Jean Bartolini se trouve écarté du Comité central.

Lors des luttes pour la libération d'Henri Martin, le Var constitue un terrain d'expérience pour l'organisation des luttes du PCF. Il présente aussi dans les pratiques des militants communistes un terrain riche en déviations dans une période d'isolement politique.

Les moments forts de l'année 1956

Jean-Claude Lahaxe

La complexité de la situation internationale en 1956 et les divisions qui en résultent au sein du mouvement ouvrier sont visibles dans les tracts émanant de l'Action ouvrière chrétienne, de la CFTC et dans celui, rédigé en son nom propre, par René Dauban. Travailleur chrétien, ce dernier milite à la CGT, est président du Comité de paix en Algérie et membre du bureau départemental du Mouvement de la paix.

Bien que la gauche se soit présentée lors des législatives du 2 janvier avec un programme de « paix en Algérie », le président du Conseil, le socialiste Guy Mollet, ébranlé par l'accueil hostile reçu à Alger en février, s'engage dans une politique radicalement différente. La loi du 2 mars, adoptée le 16 par 455 voix (dont celles des députés communistes) contre 76, autorise son gouvernement à prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour rétablir l'ordre. Les décrets du 12 avril maintiennent ou rappellent sous les drapeaux des militaires des derniers contingents.

La nationalisation du canal de Suez, le 26 juillet lèse les intérêts de la France et du Royaume-Uni. Le 22 octobre à Sèvres, de concert avec des représentants israéliens, un scénario d'intervention est élaboré. Le 29 octobre, Israël attaque l'Égypte. Le 5 novembre, soit la veille de l'élec-

tion présidentielle américaine, un corps expéditionnaire anglo-français débarque à Port Saïd, officiellement pour assurer la sécurité du canal. Les pressions exercées par les États-Unis et l'URSS obligent Antony Éden et Guy Mollet à mettre un terme à cette opération.

Pour mater le soulèvement hongrois qui a débuté le 23 octobre, les chars soviétiques interviennent le 4 novembre. Divisés par l'affaire égyptienne, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ne veulent ou ne peuvent réagir. Le 7 novembre, le bâtiment qui abrite les locaux de l'Humanité (qui vient de déclarer « Budapest retrouve le sourire ») et le siège du comité central du PCF est attaqué par une foule excitée par des militants d'extrême droite. Devant le manque de réactions de la police, les lieux sont défendus par le personnel du journal et des militants du PCF. Plusieurs personnes perdent la vie au cours de cet affrontement.

Témoignage de René Dauban Recueilli par Yolande Le Gallo

Cadre syndical de la section CGT des chantiers navals seynois, René Dauban a aussi milité à l'Action catholique ouvrière. Il a présidé le Comité du mouvement de la paix des chantiers navals et le Comité d'information et d'action pour la paix en Algérie fondé en 1956 à la suite de l'appel du comité des mères de soldats. Dans sa jeunesse, il a vécu une expérience coloniale singulière.

Fin 1947, René Dauban, alors âgé de seize ans et demi, embarque sur un cargo en partance pour la Nouvelle-Calédonie d'où est native sa mère adoptive. Le voyage dure deux mois. Des familles juives rescapées de la Shoah qui ont choisi d'aller vivre en Australie sont parquées à fond de cale. Des Canaques, enfin libérés après s'être engagés tout jeunes dans l'armée pour « défendre la patrie », sont aussi présents à bord. René Dauban sympathise avec eux et passe son temps en leur compagnie. Ils l'initient aux échecs.

Arrivés à Nouméa, accueillis chez des amis caldoches, René Dauban et ses parents découvrent la vie coloniale. Les serviteurs javanais se courbent devant les maîtres et ne touchent pas leur salaire. Celui-ci est versé à l'ambassade qui leur remettra un pécule quand ils repartiront. Ils découvrent la ségrégation en ville. René Dauban rencontre les amis canaques connus à bord et les invite à boire un verre dans un bar. Le patron refuse de servir les

autochtones. Devant la détermination du jeune homme, il doit pourtant céder. Dans l'île, toutes les terres cultivables ont été données aux colons. Les propriétaires canaques ont été refoulés dans des districts en montagne où des religieux, pasteurs protestants et pères maristes, assurent l'éducation des jeunes et leur apprennent, entre autre, les valeurs de la Révolution française.

Choqué par l'épisode du bar, René Dauban veut s'engager dans l'armée pour quitter l'île mais se heurte à l'opposition de ses parents. Il travaille alors comme électricien en ville et noue des liens avec un syndicaliste de la CGT. Il se fait ensuite embaucher à la mine de chrome de Tibagui à 400 km de Nouméa. L'exploitation appartient à une société américaine. Des ingénieurs français, des ouvriers blancs y sont employés. Les tâches les plus dures et les plus dangereuses sont confiées exclusivement à des Indochinois et des Javanais. Les Canaques n'ont pas le droit de travailler sur ce site. René Dauban arrive à créer une petite section syndicale avec quelques ouvriers blancs. Fin avril 1949, un accident du travail dû à l'insécurité qui règne dans la mine entraîne la mort de deux Javanais. Le jeune responsable syndical organise une grève le 1^{er} mai (non chômé dans cette mine américaine). Ca ne s'était jamais vu ! Devant la menace d'un licenciement

qui serait catastrophique pour lui, il veut à tout prix gagner suffisamment d'argent pour rentrer en France, René Dauban est obligé d'écrire une lettre d'excuse. En 1950, il peut enfin quitter la Nouvelle-Calédonie en compagnie de ses parents.

De retour à La Seyne, René Dauban travaille chez un artisan. En 1951, il part faire son service militaire dans la marine sur l'île de Porquerolles. Pour la première fois, le « chef de poste » René Dauban est élu démocratiquement par ses camarades. Deux ans plus tard, il rentre aux chantiers navals de La Seyne. Il a alors 22 ans. En tant que militant de la CGT, il est partie prenante de toutes les luttes anticoloniales menées par les mouvements proches du PCF tels le Mouvement de la Paix et les chrétiens de gauche (Témoignage chrétien). Il

s'agit pour lui d'une suite logique à son engagement au sein de Pax Christi (Mouvement de l'église pour la paix). « A cette époque tous les journaux et les tracts syndicaux ont toujours fait mention des événements dans les pays colonisés : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie... Que ce soit dans les discours adressés aux participants des mouvements de la paix, que ce soit dans les articles de journaux syndicaux ou locaux, que ce soit dans les tracts distribués aux ouvriers ou en ville, que ce soit au nom de l'engagement laïc ou au nom de l'exigence chrétienne, je n'ai cessé de dénoncer tout ce qui en France, en Algérie, dans le monde, détruit l'homme dans la dignité et dans son intégrité, d'appeler chacun à réagir et à s'unir pour la paix. Message toujours d'actualité ».

Les origines de l'Action catholique ouvrière

Patrick Hautière

L'origine de l'Action catholique ouvrière (ACO)¹ est à rechercher dans l'histoire de la Ligue Ouvrière Chrétienne (1934-1941), elle même créée dans le prolongement adulte de la JOC (1927), et à sa transformation en Mouvement Populaire des Familles (MPF) entre 1941 et 1949.

Le MPF développe une conception syndicale des intérêts des familles ouvrières. Liant action temporelle et action spirituelle, il veut s'ancrer durablement dans le mouvement ouvrier en mettant les familles à l'action par l'organisation de services : centre de vacances, coopératives, aide à domicile, jardins ouvriers. Mais la multiplication de ces services fragilise le MPF. Se retrouvant dans les luttes avec la CGT et même aux côtés du Mouvement de la Paix, critiquant le capitalisme, le MPF suscite inquiétudes et critiques au sein de l'Église. L'animation spirituelle chrétienne ne concerne plus que les seuls militants. Les prêtres n'y ont plus leur place. On distingue alors dans le MPF une branche ouvrière laïque et une branche spirituelle et apostolique. L'assemblée des évêques décide en 1949 « que soit rétablie une action catholique ouvrière indépendante du MPF et ouverte à tous, aux chrétiens du MPF comme aux éléments des différents secteurs de vie du prolétariat »².

Le MPF ne s'en remettra pas. Il se coupe en deux. Le Mouvement de

.....
1. Cet article reprend les points principaux de l'ouvrage de Joseph Debes, Naissance de l'Action Catholique Ouvrière, Éditions Ouvrières, 1982.

2. Voir aussi : Pierre Pierrard, L'Église et les ouvriers en France 1940-1990, Hachette 1991. Les contributions de Bruno Duriez Les services du MPF : la fin d'un projet intégral et de Michel Chauvière 1945, les contradictions du MPF en politique dans Chrétiens et ouvriers en France, 1937-1970 sous la direction de Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian et Nathalie Viet-Depaule, Les Éditions de l'Atelier, 2001.

Libération du Peuple (MLP) plus révolutionnaire et politique qui se transformera plus tard en Confédération Syndicale des Familles (CSF). Le Mouvement de Libération Ouvrière (MLO) au départ plus réformiste et familial avec les Association Populaire des Familles (APF) qui deviendra bien plus tard la Confédération Syndicale du Cadre de Vie (CSCV) puis Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV).

L'Action Catholique Ouvrière est fondée lors de la journée d'étude du 5 mars 1950 qui réunit à Paris 109 laïcs et 45 prêtres. La première rencontre nationale se déroule les 20 et 21 octobre 1951. Reconnue par les évêques, l'ACO essaiera de tenir les 2 bouts: s'enraciner dans le mouvement ouvrier et annoncer l'Évangile dans une période, la Guerre froide, durant laquelle l'Église est plus que jamais hostile au mouvement communiste. Ses militants ne distinguent pas vie et foi. Pour eux, les deux sont imbriqués. Par la suite, l'ACO deviendra de plus en plus en critique vis-à-vis d'une hiérarchie ecclésiastique peu réceptive aux conditions de vie des travailleurs.

L'ACO face à la guerre d'Algérie **Tract du 1^{er} mai 1956 commenté par Yolande Le Gallo**

Ce tract a été rédigé quelques semaines seulement après que le gouvernement ait décrété² que les effectifs des derniers contingents seraient maintenus ou rappelés sous les drapeaux. Sa lecture permet de percevoir le pessimisme de ses auteurs qui n'hésitent pas à parler de «gravité des événements», de «drame» qui concerne aussi bien les Français que les Algériens. En effet, depuis le 20 août 1955, les liens entre les deux communautés sont rompus en Algérie. Aux massacres orchestrés ce jour-là par le FLN dans le Constantinois³ a répondu une répression aveugle et disproportionnée⁴. L'ACO estime pourtant, que, en tant qu'organisation, elle n'a pas pour vocation d'avancer des solutions. Elle admet par contre que, sur le plan individuel, ses militants peuvent s'engager.

L'ACO doit défendre les «valeurs

humaines et chrétiennes» afin de rester fidèle «au Message du Christ». Les auteurs du tract rappellent à ce sujet que le pape et les évêques se sont clairement très tôt exprimés sur ce point. Le 24 janvier 1956, monseigneur Duval a demandé de ne jamais céder «aux sollicitations de la violence [...] C'est par l'amour et dans l'amour que vous devez construire une Algérie communautaire et fraternelle». C'est un avertissement similaire qu'a lancé monseigneur Chappoulié dans son sermon du dimanche de Pâques 1956⁵: «*La crise tragique où se débat l'Afrique du Nord [...] s'insère dans un immense mouvement qui secoue le monde entier: le déclin de l'Europe et de l'Occident au bénéfice des peuples et des races de couleur. Une des hantises de notre époque, c'est, à côté de la menace effroyable que fait peser sur toute l'humanité l'usage en cas de guerre des armes nucléaires la brusque explosion*

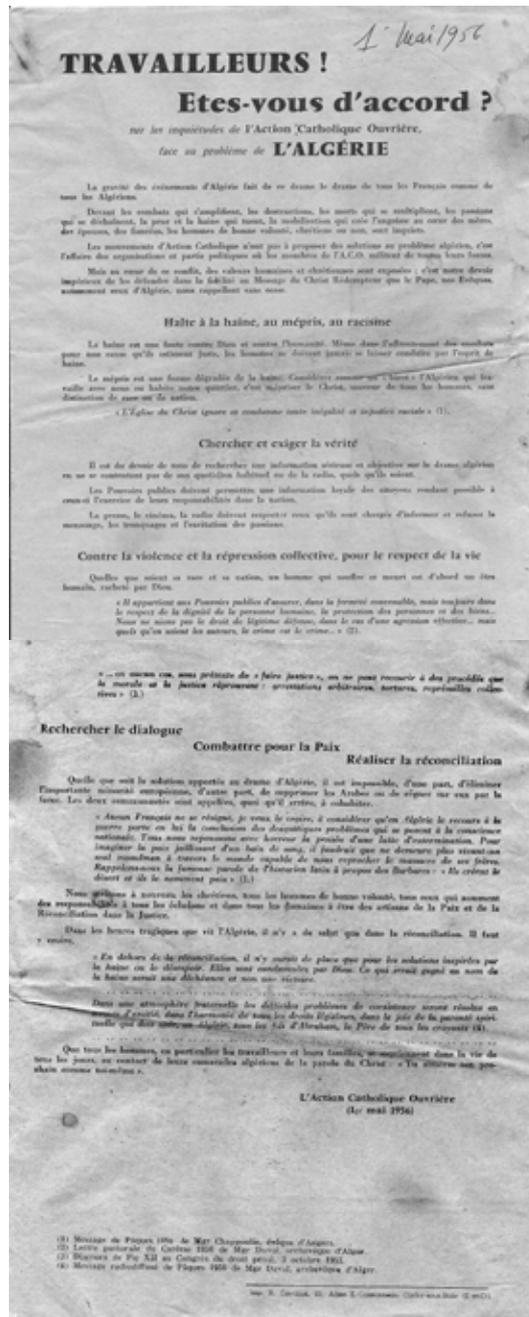
.....
1. Ce document nous a été aimablement communiqué par René Dauban que nous tenons à remercier ici.

2. Le 12 avril 1956.

3. Si la plupart des 123 victimes sont européennes, les assaillants s'en sont aussi pris à des musulmans comme le neveu de Fehrat Abbas qui, dans un tract, avait dénoncé toute forme de répression, qu'elle vienne des colons ou du FLN.

4. Il y eut plus de 10000 victimes musulmanes.

.....
5. *Le Drame présent de l'Afrique du Nord et le devoir du chrétien*. Déjà en février 1954, monseigneur Chappoulié, avait déclaré: «*Un pays où sévit la misère peut jouir d'un certain calme, mais ce calme n'est pas la véritable paix.*» Il s'était prononcé, en janvier 1955, pour le respect du droit des Algériens à l'autodétermination et avait mis en garde contre toute exploitation du christianisme à des fins politiques.



Tract émis par l'ACO
à l'occasion du 1er mai 1956.
Archives départementales du Var,
document non côté.

des conflits de races [...]. L'Église sait bien dans son expérience de l'humanité que les peuples glissent facilement sur cette pente qui aboutit aux violences les plus irraisonnées, aux attentats contre les biens et les personnes et jusqu'au meurtre des plus innocents [...]. La lutte engagée en Afrique du Nord, parce qu'elle a des résonances de conflit de race, exige du soldat chrétien une volonté de sang-froid et une maîtrise de lui-même, une élévation d'âme, sans quoi il ne demeurera pas indemne d'emportements condamnables devant sa conscience et devant Dieu ».

Conséquence du décret du 12 avril, de jeunes appelés chrétiens risquent effectivement de se trouver confrontés aux «passions qui se déchaînent, (à) la peur et (à) la haine qui tuent».

L'ACO demande que soient combattues la haine, le mépris, le racisme car «le Christ [est le] sauveur de tous les hommes, sans distinction de race ou de nation». Elle exhorte à ce que soit recherchée la vérité en «refusant le mensonge, les tronquages et l'excitation des passions». Elle en appelle au respect de la vie. Monseigneur Duval, l'évêque d'Alger n'a-t-il pas déclaré que «le crime est le crime». «Quelles que soient sa race et sa nation», il faut considérer qu'«un homme qui souffre et meurt est d'abord une être humain, racheté par Dieu». L'ACO prône le dialogue, la paix la réconciliation. Les communautés européennes et arabes sont appelées à cohabiter car ses membres sont tous «les fils d'Abraham, le Père de tous les croyants».

Mise en perspectives des tracts de la CFTC et de René Dauban

Yolande Le Gallo

Deux tracts reflètent les divergences d'analyses au sein des travailleurs chrétiens en ce mois de novembre 1956. Celui de la CFTC d'un côté. Celui rédigé personnellement par René Dauban. Ce travailleur chrétien milite à la CGT. Il est en outre président du Comité de Paix en Algérie et membre départemental du Mouvement de la Paix.

La CFTC s'oppose à la grève du 13 novembre 1956 décidée par la CGT pour protester contre l'attaque du siège de l'Humanité. Elle soutient les insurgés hongrois qui «ne sont pas des fascistes» mais des «martyrs de la liberté». Elle condamne «l'abominable répression faite par le régime soviétique».

UN APPEL DE LA C.F.T.C. aux Travailleurs de France

La C.F.T.C. s'adresse aux travailleurs de France. Elle S'OPPOSE aux manifestations que la C.G.T. voudrait organiser le 13 novembre.

NON !

Les travailleurs hongrois,
Le peuple de Hongrie,
Les salariés de France, qui affirment leur solidarité avec eux, NE SONT PAS DES FASCISTES :
ils émettent leur amour de la liberté et leur vœux de justice !

**LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS CONDAMNENT
LES RESPONSABLES DE LA C.G.T. ET LE PARTI COMMUNISTE**

Les travailleurs français condamnent les dirigeants de la C.G.T. et le Parti Communiste qui aspirent hâtivement, les maîtres de la liberté et tentent de justifier l'abominable répression faite par le régime fasciste.

LA C.F.T.C. A CONDAMNÉ ET CONDAMNE

— Tous les actes de violence, d'outrage, d'insultes ;
— Toutes les formes d'oppression, d'exploitation et de mensonge ;
— Toutes les formes de fascisme, surtout qu'on attribue la fonction de Moscou comme le plus grand danger pour l'humanité et pour la paix.

Elle souligne que l'attitude des Communistes français donne actuellement toutes leurs chances à ceux qui voudraient instaurer un système fasciste dans notre pays.

LA C.F.T.C. RAPPELLE QUE TOUS LES HOMMES, TOUS LES PEUPLES, TOUTES LES NATIONS SONT ÉGAUX en droit fondamental, mais que tous et toutes ont les mêmes devoirs et qu'ils ne peuvent s'affranchir des règles d'une même morale également exigentes pour tous.

S'adresser à tous les hommes soucieux de la dignité humaine :

ALGÉRIE :

La C.F.T.C. veut la paix dans le respect des légitimes intérêts de tous les éléments de la population et souhaite, pour cela, que des contacts soient établis afin de faire cesser le feu et construire une communauté assurant le respect des légitimes intérêts et des opinions de tous les éléments de la population.

MOYEN-ORIENT :

La C.F.T.C. condamne toutes les formes de violence dans ces régions, sous toutes ses formes économiques, d'attaques, d'insultes, d'exploitation, de refus d'aide. Elle a dénoncé la tentative des institutions internationales dans le cadre de la résolution de la Ligue des Nations. Elle encourage l'opposition des citoyens de l'ONU, notamment le "Comité de la Paix" et elle réclame que les institutions internationales doivent tenir le compte de faire appliquer leurs décisions qui s'imposent à tous et partout.

HONGRIE :

La C.F.T.C. s'oppose à toute l'intervention militaire qui émane soit d'un parti violent et illégitime et qui prétend le faire au nom de la classe ouvrière. Elle estime que des institutions internationales, O.N.U. et Croix Rouge en particulier, une intervention permanente de résoudre les innocentes victimes d'un conflit qui condamne la conscience humaine.

LA C.F.T.C. A LE DROIT DE S'ADRESSER À TOUS, car elle a toujours affirmé les droits de la première humaine face aux États qui méconnaissent les lois de la morale universelle et face aux classes possédantes dans les abus qui ont fourni une apparence justifiée aux attitudes des Communistes.

**LA C.F.T.C. S'EST TOUJOURS OPPOSÉE
À L'EXPLOITATION DE L'HOMME**

— par le capital ;
— par une classe ;
— au nom de l'État.

Elle s'est toujours opposée à l'exploitation d'un peuple par un autre peuple. La C.F.T.C. qui a milité pour la survie contre les prétentions totalitaires de la C.G.T. en 1936, sous l'occupation hitlérienne de 1940 à 1944,

S'adresse à tous les travailleurs, surtout à ceux qui sont inquiets et troublés, et leur dit :
— les menaces sont tombées ;
— l'impérialisme s'écroule.

C'est l'heure, pour la classe ouvrière, de se tourner vers son véritable espoir :

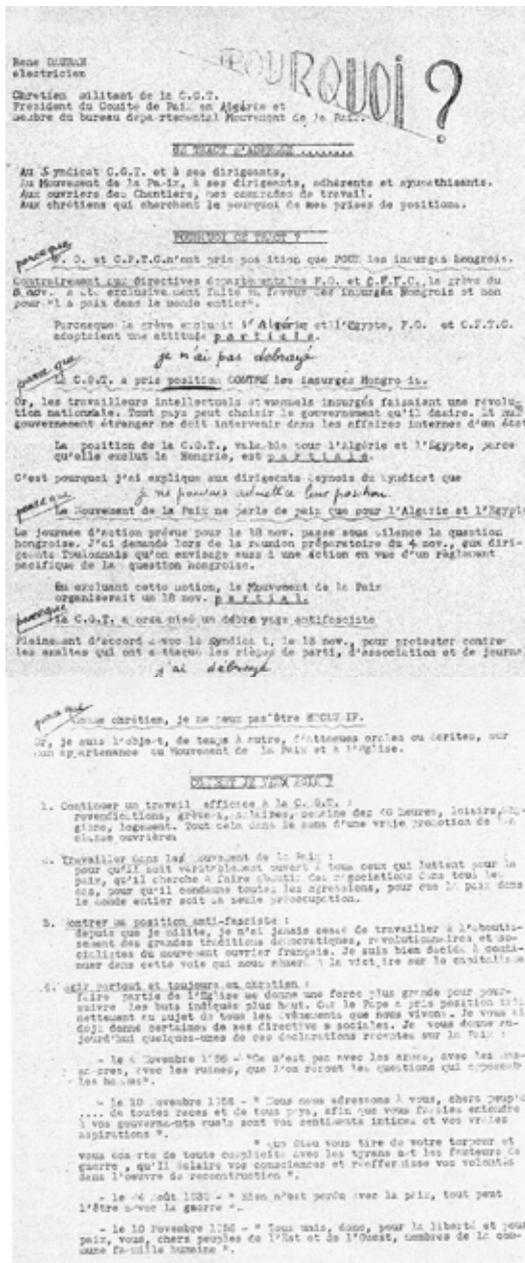
VENEZ TRAVAILLER AVEC NOUS DANS NOS SYNDICATS

POUR la libération véritable des travailleurs ;
POUR le progrès et la justice envers tous les hommes ;
POUR qu'un esprit de solidarité internationale fasse que, sans esprit de domination et de profit, sans désir d'ingérence politique, les nations riches aident les autres à se développer ;
POUR la défense et le renforcement d'institutions internationales capables d'imposer partout et toujours les exigences du droit des gens et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

les hommes, tous les peuples, toutes les nations sont égaux», la CFTC réclame pour l'Algérie la paix, la réconciliation « dans le respect des légitimes intérêts et des aspirations de tous les éléments de la population ».

Sur la crise du Moyen-Orient, la CFTC estime qu'Israël se trouve en état de légitime défense du fait d'un entourage hostile et de la carence des institutions internationales. Elle enregistre toutefois avec satisfaction la décision de l'ONU d'imposer un cessez-le-feu.

Revenant sur la Hongrie, la CFTC réclame une intervention prétendument faite « au nom de la classe ouvrière ». Elle demande à l'ONU et à la Croix Rouge de



Tract émis par la CFTC en novembre 1956. Archives départementales du Var, document non coté.

Déclarants s'opposer à « tous les actes de violence, d'où qu'ils viennent », « toutes les formes d'oppression, d'exploitation et de mensonge », la CFTC s'en prend surtout au « fascisme de Moscou » qui, à ses yeux, représente aujourd'hui « le plus grand danger pour l'humanité et pour la paix ». Elle accuse le PCF de favoriser l'instauration en France de ce type de fascisme.

En fonction du principe que « tous

Tract rédigé par René Dauban en novembre 1956. Archives privées de René Dauban.

venir au secours des victimes.

Le tract se conclut sur un rappel du droit de la CFTC à s'adresser «à tous», elle qui s'est «toujours opposée à l'exploitation de l'homme», «à l'exploitation d'un peuple par un autre peuple».

Adressé tout à la fois à la CGT, au Mouvement de la Paix, à ses camarades des chantiers et aux chrétiens, le texte de René Dauban est destiné à faire comprendre les positions qu'il a prises récemment, positions qui lui ont valu de subir des attaques «orales ou écrites» (d'où le titre «Pourquoi?»).

La partialité des sections locales FO et de la CFTC, elles avaient décidé de débrayer qu'en faveur des insurgés hongrois et non pour «la paix dans le Monde entier», excluant de ce fait les questions algériennes et égyptiennes, l'a dissuadé de suivre leur mouvement de grève du 8 novembre.

René Dauban juge que la CGT et le Mouvement de la Paix ont eux aussi fait preuve de partialité en demandant un arrêt de travail le 18 novembre sur le seul mot d'ordre d'arrêt des combats en Algérie et en Égypte. Ils ont refusé de se mobiliser en faveur de la Hongrie en dépit du droit de tout pays de «choisir le gouvernement qu'il désire».

En revanche René Dauban a suivi la CGT en participant au «débrayage antifasciste» du 13 novembre pour «protester contre les exaltés qui ont attaqué les sièges du parti, d'association et de journal».

René Dauban conclut son tract en réaffirmant sa volonté de «continuer un travail efficace à la CGT», de «travailler dans le Mouvement de la Paix», de «montrer (sa) position antifasciste», d'«agir partout et toujours en chrétien».

La guerre d'Algérie analysée par des anarchistes niçois

Jean-Claude Lahaxe

Consultables aux archives du CIRA¹, les sept premiers numéros de *L'ordre social*, un bulletin bimestriel du groupe Élisée Reclus² de Nice³, contiennent

.....
1. Voir dans ce *Bulletin* l'article consacré à ces archives.

2. Né en 1830, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), Jean Jacques Élisée Reclus, après avoir pensé devenir pasteur comme son père, suivit à partir de 1951 les cours dispensés à l'université de Berlin par le géographe allemand Carl Ritter. En raison de son hostilité au régime impérial, il séjourna ensuite en Angleterre, en Irlande, aux États-Unis (il y condamna le système esclavagiste) puis en Colombie. De retour en France en 1857, il rédigea pour les éditions Hachette des guides pour voyageurs. En compagnie de son frère Élie, Élisée Reclus milita au sein de l'Association internationale des travailleurs. En 1868, avec Bakounine et Fanelli, il fonda l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste. Le 4 avril 1871, Élisée Reclus fut capturé, les armes à la main, par les Versaillais. Condamné à dix ans de bannissement, il vécut 18 ans en Suisse. Il y rédigea *l'Histoire d'une montagne* ainsi que les premiers des 19 volumes de sa *Nouvelle Géographie Universelle*. Il mourut en 1905 à Thourout près de Bruges.

3. Les archives du CIRA ne possèdent hélas aucun document permettant d'en savoir plus sur ce

plusieurs analyses intéressantes sur la guerre d'Algérie entre janvier 1958 et avril 1959, une période charnière correspondant au passage de la IV^e à la V^e République.

Intitulé «Le drame algérien», l'article publié en janvier 1958 dans le premier bulletin dresse un constat sans concessions du bilan politique et militaire de ce conflit qui a débuté en novembre 1954. L'auteur (ou les auteurs) de ce texte estiment que l'Algérie est pratiquement perdue pour la France et que le congrès de Bamako a sonné le glas de la colonisation au sud du Sahara⁴. L'article rappelle que, dès octobre

.....
groupe. La lecture des bulletins permet de savoir qu'il fut actif au moins entre 1956 et 1959.

4. Le troisième congrès du Rassemblement démocratique africain s'était tenu du 25 au 30 septembre 1957 à Bamako en présence de Pierre Mendès France, de François Mitterrand et d'Edgar Faure. Les débats avaient opposé les partisans du maintien de puissants exécutifs fédéraux à Dakar et Brazzaville (le Guinéen Sékou Touré ou le Soudanais Modibo Keita) et ceux qui, comme

1956, le groupe Élisée Reclus avait édité un tract pour déclarer que la France devait procéder à un retrait général de ces territoires avant d'en être «honteusement» chassée comme elle l'avait été en Indochine en 1954. Son économie ne pourrait plus supporter les frais engendrés par les opérations militaires. Le «drame algérien» est devenu un «boulet» que la France ne peut plus traîner.

Toutes les composantes de la majorité gouvernementale partageraient cette analyse et ne viseraient plus «qu'à trouver un moyen de perdre l'Algérie en ayant l'air de la garder». Elles ne continueraient à se battre encore «en public» sur les positions de Guy Mollet et de Robert Lacoste⁵ que «dans l'espoir de trouver au plus tôt une sortie honorable, c'est-à-dire en n'ayant pas l'air, ni de résister aux injonctions de M. Soustelle⁶

.....
Félix Houphouët-Boigny, réclamaient le maximum d'autonomie pour chacun des territoires. Rappelons que le RDA avait été fondé lors du congrès de Bamako de 1946. Félix Houphouët-Boigny en était devenu le président.

5. Député-maire d'Arras, secrétaire général de la SFIO depuis 1946, Guy Mollet (1905-1975) est devenu président du Conseil à la suite de la victoire du Front républicain lors des législatives de janvier 1956. Venu à Alger pour installer le général Catroux, le nouveau ministre résidant, il est accueilli par des manifestations hostiles des pieds-noirs. Il change alors de politique et déclare que «la France doit rester en Algérie et elle y restera». Le général Catroux est remplacé par Robert Lacoste, le contingent est envoyé en Algérie. Guy Mollet lancera aussi l'expédition de Suez.

Socialiste lui aussi, Robert Lacoste (1898-1989) est nommé ministre résidant en Algérie par décret du 9 février 1956. Il garde ce ministère de l'Algérie dans les cabinets Bourguès-Maunoury et Gaillard.

6. Secrétaire général du RPF en 1947, député du Rhône, gouverneur général de l'Algérie en 1955-1956, il occupe plusieurs postes ministériels entre 1958 et 1960, participe à la fondation de l'Union pour la nouvelle République, le nouveau parti gaulliste dont devient membre du comité central. Le 5 février 1960, au lendemain de la semaine des barricades à Alger, Jacques Soustelle est évincé du gouvernement car il s'oppose de plus en plus durement à la politique algérienne du général de Gaulle qui s'est prononcé en faveur de l'autodétermination. Après l'échec du putsch des généraux d'Alger (22-25 avril 1961), il prend le parti des ultras de l'Algérie française. Il doit se réfugier à l'étranger pour échapper aux poursuites «pour atteinte à l'autorité de l'État».

et des Poujadistes⁷, ni de céder à celles de M. Mendès-France⁸, des progressistes et des communistes». A l'ONU, soumise aux pressions exercées par les États-Unis, la Tunisie, le Maroc et «les autres pays arabes», la France chercherait aussi une issue «honorable».

Dans ce but, Félix Gaillard⁹ envisagerait un artifice: «transformer l'Algérie en une fédération de territoires politiquement intégrés à une Union française de type fédéral qu'une proche Constitution définirait» mais qui serait «économiquement rattachée à la zone dollar». L'auteur (ou les auteurs) de l'article estime que ce plan a des chances de réussir puisque «l'opinion publique» ne réagira pas lorsqu'elle apprendra «que la guerre a eu lieu pour rien». Trois raisons sont avancées pour prédire cette apathie. Une faculté d'oubli «incommensurable» comme lorsque le Front populaire s'est effacé au profit de Pétain, puis de De Gaulle. L'influence de la radio et de la presse «au plus fort tirage». Des partis de gauche qui ne se mobiliseront pas. Les socialistes ne seront pas plus sensibles au sang des Algériens que les communistes

.....
7. Libraire-papetier, Pierre Poujade (1920-2003) crée en 1953 l'Union de défense des commerçants et artisans pour défendre les intérêts des artisans et des petits commerçants menacés par la modernisation de l'économie. Il s'oppose à la pression des impôts et aux contrôles fiscaux. Son parti connaît un certain succès lors des élections législatives de 1956, puis s'efface peu à peu de la scène politique.

8. Pierre Mendès France (1907-1982) adhère au Parti radical en 1924. En 1938, il devient sous-secrétaire d'État au Trésor dans le deuxième gouvernement Blum du Front populaire. Durant la Seconde Guerre mondiale, il rejoint le général De Gaulle à Londres. Dans la nuit du 17 au 18 juin 1954, il est élu Président du Conseil également chargé du ministère des Affaires étrangères. Il parvient à signer en juillet 1954 à Genève les accords mettant un terme à la guerre en Indochine puis proclame l'autonomie interne de la Tunisie. Il démissionne le 5 février 1955 après que l'Assemblée nationale lui ait refusé sa confiance.

9. Inspecteur des finances, résistant, Félix Gaillard (1919-1970) fut membre de plusieurs gouvernements de la IV^e République. Le 6 novembre 1957, il devient président du Conseil tout en conservant le portefeuille des Finances. La chute de son gouvernement le 15 avril 1958 est à l'origine de la crise qui marque la fin de la République.

qui «n'ont jamais été le moins du monde émus (par celui) que les tanks russes ont fait couler en Hongrie».

Le positionnement du groupe Élisée Reclus face aux événements d'Alger du 13 mai et du retour au pouvoir du général De Gaulle est justifié dans un article du bulletin de juillet 1958 intitulé «Entre le fascisme noir et le fascisme rouge». Les anarchistes, tout au long de la crise «qui a conduit à l'étranglement de la IV^e République» n'ont rien pu dire car «tout ce que nous avons à dire eût été censuré». Ils n'ont pas agi puisque «la moindre des réunions que nous eussions tentée eût été interdite». Le rapport était par trop défavorable. «Sous prétexte de pacifier l'Algérie», l'armée avait mis en place depuis deux ans «un dispositif de combat contre les institutions» grâce à «la complicité du socialiste Lacoste». Sa tentative d'invasion de la métropole avait toutes les chances de réussir face à des Comités de défense n'ayant de républicain que leur nom. Ceux sur lesquels s'appuyait le gouvernement n'étaient «qu'un ramassis de traîtres en puissance : les socialistes qui se sont ralliés, la CGT-FO qui s'est ralliée, la CFTC qui s'est ralliée». Les comités animés par le PCF n'auraient pas manqué, «en cas de succès», d'instaurer «le régime qui sévit en Russie et dans les pays qu'elle a satellisés». Dans un tel contexte, le groupe Élisée Reclus estime que la recherche d'un compromis «avec les forces réputées hostiles au coup d'État» équivalait à passer un accord «avec des traîtres en puissance ou des partisans déguisés d'une

autre dictature». Le résultat n'aurait pas été meilleur que celui obtenu par le peuple hongrois «inconsidérément jeté contre les tanks russes».

En effet, il n'a jamais été impossible de concevoir, a fortiori au 20^e siècle, «une révolution braillée dans la rue contre l'armée». Il est «tout au plus» concevable de «provoquer spontanément des émeutes, voire des insurrections sans lendemain». La révolution rêvée par les anarchistes «se conçoit et se fait ailleurs que dans la rue», elle «ne peut pas se faire si on ne l'a pas préparée». Le cercle rappelle que, depuis plusieurs années, il prône «la transposition sur le plan syndical et sur celui du mutualisme et de la corporation de tous les efforts qui sont actuellement faits à peu près uniquement sur le plan politique». S'appuyant sur une conception «authentique» du syndicalisme, telle qu'elle fut définie «pour l'essentiel en termes clairs et toujours d'actualité par la charte d'Amiens», il insiste depuis deux ans sur la nécessité de pousser à la grève générale. En février 1958, le cercle a proposé une prise de contact avec les minoritaires du PS, de la CGT-FO et à l'Union des gauches socialistes qui lui paraissent être «les seuls militants valables» de Nice et du département. L'article se termine sur un constat pessimiste : «si nous ne réussissons pas à le promouvoir dans le court délai qui nous est imparti, nous pouvons nous considérer dès aujourd'hui comme promis au fascisme noir ou au fascisme rouge, ou aux deux l'un après l'autre».

Un autre regard anarchiste sur la guerre d'Algérie

Jean-Claude Lahaxe

Daté de mars 1959, le n° 31 de la revue *Jeunes libertaires* comporte une analyse de la guerre d'Algérie signée Renato¹. Intitulé «Par delà la «politique»», ce

texte s'ouvre sur la situation dramatique des appelés du contingent qui, «acculés au dilemme terrible : tuer ou être tué», ont déjà répandu du sang et continuent d'en répandre «quotidiennement»². Face

1. Les archives du CIRA et la lecture de *Jeunes libertaires* n'apportent aucun éclairage sur ce Renato.

2. Renato rejoint ici la condamnation de la violence développée en 1956 dans le tract de l'ACO.

à tant de morts, Renato estime que, au-delà de l'opinion que chacun peut avoir sur la guerre en Algérie, «l'ignorance ou l'indifférence sont en eux-mêmes des encouragements aux crimes». Il ne faut plus que «la complexité des éléments en jeu» puisse continuer à servir «de repoussoir à ceux qui complaisamment cherchent refuge dans les formules». Afin d'éclairer ses lecteurs, Renato réfute donc quelques uns des arguments utilisés par les adversaires de la rébellion algérienne.

Ces derniers affirment que cette affaire ne nous concernerait pas et que, de plus, les Algériens devenus indépendants se feront exploiter «par leurs propres féodaux». C'est ce qui arrivera regrette Renato. Mais l'exploitation sera le fait de la même «engeance» qui nous exploite en métropole et qui, «sur l'autre bord de la Méditerranée», profite déjà «du nombre sans cesse grandissant de demandes d'emplois» liée à la démographie galopante pour s'assurer rapidement de forts bénéfices.

La rébellion est accusée d'utiliser l'arme du terrorisme. Renato se prononce «sans ambages» contre toute forme de violence aveugle qui prend pour cibles «des hommes, inconnus, pris au hasard le plus souvent»³. Il condamne «le principe même de la guerre» qui conduit toujours à «l'usage de la violence physique considérée comme moyen de persuasion». Il estime que rien que cela devrait conduire les êtres humains, en tant qu'animés dits «supérieurs», à enlever la notion de guerre de leur «arsenal de raisonnement».

.....
Il prend position au nom de l'Humanisme, les militants chrétiens le faisaient au nom de leur foi.

3. Renato fait ici allusion aux attentats à la bombe dans des lieux publics.

Le troisième argument consiste à dire que partir condamnerait à la misère les Algériens puisque, sur le plan économique, ils «n'ont rien» ce qui obligerait la France à dépenser dans ce pays des sommes énormes «d'une manière désintéressée». Renato pointe du doigt la vacuité de cet argument. Ceux qui l'utilisent ne déclarent-ils pas par ailleurs que la perte de l'Algérie conduirait «un ouvrier français sur cinq» au chômage.

Le départ de la France obligerait les pieds noirs à choisir entre «la valise et le cercueil» car les combattants du FLN seraient racistes. Renato regrette que les colons européens, pourtant eux-mêmes «descendants de réfugiés»⁴, ne soient pas parvenus à comprendre les aspirations des musulmans. «Mais il y a l'Argent!» s'exclame-t-il. En outre, si le racisme existe «un peu» parmi des fellaghas «stimulés» en ce sens par leurs chefs, il résulte aussi des «brimades racistes» antérieures des colons.

Se réclamant «d'un idéal de Liberté», les Jeunesses libertaires, argumente Renato, comprennent «la Révolte Humaine» même si la lutte des Algériens n'est pas telle «que nous aurions espéré qu'elle soit». Elles «s'associent à leurs aspirations émancipatrices» sans pour autant approuver «toutes les méthodes employées». Faisant sans doute référence à des débats internes au sein de la mouvance anarchiste, Renato conclut «Il fallait préciser certaines choses. C'est tout. Raison et conséquence de la conception que nous avons de la Liberté – facteur essentiel et moteur d'un anarchisme sans équivoques».

.....
4. Renato cite, entre autre, les diverses vagues originaires des pourtours de la Méditerranée, les Alsaciens et les Lorrains venus s'installer après 1870.

La lutte des communistes de Châteauneuf-les-Martigues contre la guerre du Viêt-nam

Jean-Claude Lahaxe

S'inscrivant dans la tradition des luttes anticolonialistes menées contre la guerre d'Indochine, les communistes de Châteauneuf-les-Martigues s'efforcent, de l'intensification des bombardements de l'US Air Force Vietnam¹ jusque aux négociations de Paris², de mobiliser la population de leur commune contre la guerre du Vietnam. Ils reprennent pour cela dans *L'Écho du Castellas*³, leur bulletin mensuel, l'argument de la menace de conflit nucléaire utilisé à l'époque de la guerre de Corée. Le fait que la France ne soit pas impliquée leur permet par ailleurs d'utiliser des formes d'actions différentes.

«Tous les hommes épris de paix et de liberté» doivent agir contre l'agression américaine au Vietnam et le danger de troisième guerre mondiale qu'elle représente pour le monde⁴. «D'escalade en escalade», elle augmente de plus en plus le risque d'un conflit atomique généralisé⁵. Tout le monde doit se sentir concernés car aucun pays ne serait épargné. Tous peuvent agir car «les exemples prouvent que l'opinion mondiale peut prévenir un conflit armé, si elle sait se faire entendre»⁶ ainsi que le prouve l'isolement croissant du président Johnson «dans son propre pays»⁷. «Les lâches bombardements sur Hanoi» sont par ailleurs qualifiés d'«abominable

assassinat»⁸, de «crime de génocide»⁹.

Les communistes de Châteauneuf ne se contentent pas de publier des articles dans *L'Écho du Castellas*. La cérémonie de remise des cartes de décembre 1966 est placée sous le signe de la paix au Vietnam. Des panneaux d'information sont spécialement confectionnés pour cette occasion. Deux militants participent à Paris au rassemblement de la Bastille du 10 décembre. Au printemps 1967, plusieurs délégations se rendent au consulat américain de Marseille pour y déposer des signatures réclamant la paix au Vietnam. Le 24 avril, les communistes de Châteauneuf participent à une manifestation devant la mairie de Martigues. Le 23 mai, ils assistent dans cette même ville à la projection de deux films tournés au milieu des combats. En février 1968, dans le cadre de la campagne «un bateau pour le Vietnam», ils collectent 85 000 anciens francs, des marchandises et des médicaments. Le cercle des JC rassemble la somme nécessaire à l'achat d'une bicyclette. Ce même mois, *L'Écho du Castellas* demande de «faire plus encore» en rejoignant les comités de base «pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien». Les travailleurs de la CFR¹⁰ qui ont déjà constitué le leur sont cités en exemple. Le but de ce comité est, «sans distinction d'opinions politiques, philosophiques, ou religieuses», «d'organiser l'action des habitants de Châteauneuf en faveur

.....
1. Le président Johnson a utilisé le prétexte d'un incident naval dans le golfe du Tonkin pour lancer les premiers bombardements sur le Nord Vietnam le 2 mars 1965.

2. Les négociations entre Américains et Nord Vietnamiens débutent le 10 avril 1968.

3. Le Castellas est un quartier de Châteauneuf.

4. Numéro de décembre 1966.

5. Numéro de septembre 1967.

6. Numéro de décembre 1966.

7. Numéro de septembre 1967.

.....
8. Numéro d'avril/mai 1967.

9. Numéro de septembre 1967. Peu après le début des bombardements, le président Johnson a autorisé l'utilisation du napalm, un mélange d'essence et de produits chimiques particulièrement meurtrier.

10. Le terme CFR désigne la raffinerie installée à La Mède sur le territoire de la commune de Châteauneuf.

du peuple vietnamien, de participer à son soutien sous toutes les formes, suivant les quatre points du FNL». Le 2 mai, à quelques jours de la rencontre de Paris, des communistes de Châteauneuf assistent à la réception organisée à Martigues en l'honneur d'une délégation de femmes du Nord Viêt-nam.



Une trace des luttes antérieures qui s'estompe. Mur de l'ancienne menuiserie des chantiers navals de La Seyne. Photographie prise en 2005 par Yolande Le Gallo.

**« Mémoire du monde
ouvrier »
Un patrimoine industriel
disparu :
la première usine de Gignac**

Michel Méténier

Depuis quelques années, passé et présent de l'industrie font aussi partie de l'étude des historiens au sens où des vestiges (patrimoine matériel) ou une mémoire (patrimoine immatériel) ont pu exister, voire existent encore à travers de volumineuses archives. Les savonneries, les huileries, la métallurgie marseillaises par exemple, le développement minier de Gardanne sont bien connus. Voici une enquête qui fait aussi entrer une toute petite communauté d'habitants – Gignac – dans ce vaste mouvement d'industrialisation du terroir provençal à la fin du 19^e siècle.

Tout part d'un souvenir transmis oralement par deux Gignacais au début des années 1990 : à l'entrée du village, il y avait avant la guerre 14-18, un bâtiment disparu depuis longtemps, que les jeunes appelaient « la Fabrique ». Qu'y produisait-on ? Qui y travaillait ? La mémoire avait tout enseveli.

L'enquête commence donc avec *L'Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône* qui signale sur la commune une usine d'acide tartrique présente à la fin du 19^e siècle. Aucun dossier n'est déposé aux Archives départementales ni à la Chambre de commerce de Marseille. L'enquête se poursuit avec les registres d'État civil, les recensements et les actes notariaux. Le chercheur fouille, interroge, et finalement, à force de patience et d'opiniâtreté, découvre que, effectivement, Gignac¹, dans le dernier quart du 19^e siècle, possédait sa première usine appartenant à Hilaire Tognetti (1846-1892). Son acte de décès le confirme comme « artisan d'acide de son vivant ». Le registre de naissance de sa fille (1877) le signale comme « ouvrier d'usine » en

.....
1. Gignac compte 863 habitants en 1881 et 940 en 1891.

1881, et trois Italiens sont « ouvriers » en 1886. Elisa Bossy, une autre Gignacaise, est déclarée « jeune ouvrière ». La mémoire des Anciens n'avait pas fait défaut : merci à feu Henri et Armand Gouirand d'avoir aiguillonné ma curiosité.

Gignac intègre donc le vaste mouvement d'industrialisation de la seconde partie du 19^e siècle. Cette usine d'acide tartrique est en fait une usine chimique : l'acide est extrait des lies de cuves de fermentation, des résidus de distillation, des tartres laissés par les vins dans les tonneaux puis obtenu après traitement au lait de chaux. Il est donc directement lié à l'activité agricole de la commune, les vignes ayant apporté la matière première à cette industrie. Les débouchés sont nombreux, dans l'agriculture même, mais aussi dans le bâtiment, la pharmacie, l'alimentaire²...

L'activité industrielle de Gignac est restée somme toute fort limitée. Est-ce dû à l'éloignement des grands axes de communication et donc d'acheminement de la production ? Est-ce un manque de rentabilité ? La crise viticole joue-t-elle un rôle (454 hectares de vigne en 1864 et 181 hectares en 1919 !). Le recensement de 1891 ne porte plus trace d'aucun patron d'usine : Tognetti y est déclaré « propriétaire » (de la fabrique ou terrien ?). Les quantités d'acide tartrique produites (pour le local ou pour Marseille ?) sont inconnues. L'usine disparut avec son premier grand « patron », Hilaire Tognetti. Aujourd'hui, il ne reste plus aucune trace, visible et mémorielle. Seulement cette carte postale qui témoigne de l'activité industrielle de Gignac dans le passé. Preuve donc que, si on n'y prête attention, un patrimoine peut tomber dans l'oubli. Est-ce raisonnable, est-ce acceptable vis-à-vis des générations futures ?

.....
2. Cet acide est utilisé dans l'acidification des moûts de vin ainsi que dans les graisses et huiles où il prévient le rancissement par son effet antioxydant. Il sert aussi comme émulsifiant et conservateur dans la fabrication de pain. Dans l'industrie du ciment et du plâtre, son pouvoir de retardateur de prise rend plus facile les manipulations. Enfin, il est aussi utilisé en pharmacie, dans la fabrication des eaux gazeuses, les colorants. Usages multiples donc.



« Mémoire du monde ouvrier »
 « Les métiers oubliés »
 Les tonneliers des usines
 Lafarge de la Bédoule¹

Alain Préhu

« En 1922 à 16 ans, il était le plus jeune tonnelier de France, il avait le don du métier et pouvait construire des tonneaux de 20 à 600 litres » se souvient Gaston Lenfant², journaliste de *la Marseillaise* retraité, évoquant fièrement le métier de son frère qui était aussi celui de son père, tous les deux tonneliers à la Bédoule.

À l'époque la tonnellerie dans la région de Marseille et en particulier à la Bédoule était florissante, la raison, une très grande activité agricole à caractère familial qui, pour l'essentiel, tournait autour de la vigne.

.....
 1. C'est l'installation des industries de chaux et de ciment au lieu dit la Bédoule qui fut à l'origine en 1918 de la naissance, à partir du vieux village agricole de Roquefort, de la commune de Roquefort-la-Bédoule.

2. Gaston Lenfant est né à Marseille le 15 septembre 1921. Technicien de la métallurgie aux chantiers navals de La Ciotat, journaliste (sous le pseudonyme de Louis Guylard) puis responsable de l'information locale à *La Marseillaise*, ce militant communiste fut, entre autre, secrétaire général de l'Union départementale mutualiste des travailleurs des Bouches-du-Rhône et vice-président de la fédération du Crédit mutuel méditerranéen.

« Tous ces exploitants possédaient de 2 à 5 hectares de vigne et faisaient leur propre vin. Alors tous les ans, chacun apportait ses barriques à l'atelier de mon père pour les faire réviser, changer une douelle, un cercle cassé et même passer commande pour une nouvelle barrique » se souvient Gaston Lenfant.

L'industrie des chaux et ciments (les firmes cimentières Romains Boyer, Lafarge et Portland) installée sur la commune de la Bédoule, employait largement cette activité. « Le sac papier ou plastique n'existait pas, les tonneaux étaient donc utilisés pour transporter les produits en poudre et en particulier le ciment. Conditionnés de cette façon, c'était mon grand père qui les transportait chaque jour sur sa charrette. Il partait des cimenteries de la Bédoule, descendait par les quatre chemins sur Aubagne et de là continuait vers Marseille. Arrivé au Vieux Port, les tonneaux étaient chargés sur les bateaux en partances pour les colonies.

En quelque sorte mon père et par la suite mon frère s'étaient spécialisés dans la fabrication des barriques de l'usine Lafarge, même si par ailleurs ils continuaient, surtout mon père, à fabriquer des fûts pour les agriculteurs.

Les demi-muids³, la bordelaise⁴, la futaille⁵ étaient tous fabriqués à la main. Les machines n'existaient pas, même les douelles⁶ en chêne (de Russie de préférence pour le vin) ou en châtaignier se défilèrent à la hache dans le fil du bois. Les jointures se travaillaient à la

colombe et à l'aide d'un rabot ou d'une varlope⁷, aucun nœud n'était toléré. Après abattage, les bois étaient fendus de manière traditionnelle douelle par douelle toujours dans le sens du fil. Ces dernières étaient assemblées manuellement, puis chauffées lentement au feu de bois. L'intensité de la chauffe mais aussi l'arrosage donnaient alors naissance « au ventre ». Les barriques étaient bientôt prêtes à recevoir le ciment des Usines Lafarge de la Bédoule.

.....
3. A mi chemin entre le petit foudre et la barrique, les demi-muids ont une contenance de 600 litres.

4. Usitée dans la région bordelaise, cette futaille contient au minimum 225 litres.

5. Ce type de tonneau est équivalent à un muid.

6. Nom donné quelquefois aux douves, planches disposées en rond et tenues par des cercles pour former le corps d'un tonneau.

.....
7. Grand rabot utilisé par les menuisiers.



.....
Photo : Gaston LENFANT. L'atelier de tonnellerie des Usines Boyer Lafarge vers 1914.
.....

« Organisations et militants ouvriers »

Le Cercle Républicain des travailleurs de la Bédoule (1879-2009)

130 ans au service des idéaux
de la République

Alain Prehu et Gaston Lenfant¹

En novembre 2009 le Cercle républicain des travailleurs de Roquefort la Bédoule fêtera ses 130 ans. Pour les non-provençaux, la commune de Roquefort la Bédoule est située au Sud-Est de Marseille, à l'interconnexion des routes d'Aubagne, La Ciotat, Cuges-les-Pins et Cassis. Au 19^e siècle, on distingue un lieu dit, la Bédoule, et un vieux village agricole, Roquefort. Avec le développement, des industries de la chaux et du ciment sur la commune, la population agricole locale mais aussi de nombreux ouvriers d'origine italienne vont venir s'y installer. Le lieu dit se développe et se transforme rapidement. En 1918, il est associé avec le vieux village pour former la commune de Roquefort la Bédoule.

Le Cercle «rouge» républicain des travailleurs de la Bédoule fait partie de ce que l'on appelle encore aujourd'hui les cercles «rouges et blancs» de Provence². Une division qui fait référence aux fractures politiques issues des journées sanglantes de 1848. Ce cercle est né

.....
1. Voir aussi le livre édité à l'occasion des cent ans du cercle par l'association des amis de Marius Aimonetto. Né en 1913 à Roquefort la Bédoule, inspecteur central des PTT à Aubagne et responsable de la Fédération postale CGT de Marseille Colbert (1942/45) et résistant FFI FTPF (1942/44), ce dernier fut maire de Roquefort de 1946 à 1983, conseiller régional Paca de 1973 à 1979, secrétaire général adjoint de l'Union des maires de France (1972 à 1983). Marius Aimonetto reçut la Croix de chevalier de l'ordre National du mérite, Croix de Guerre 39/45 avec citation (remise par le général de Lattre de Tassigny en 1947).

2. Pierre Chabert, «Cercles une sociabilité en Provence», Publications Université de Provence, 2006.

pratiquement avec la III^e République en 1879. Son arrêté est d'ailleurs daté et signé par le préfet Poubelle³ alors en poste dans les Bouches-du-Rhône. Mais revenons à l'année 1879. Le renouvellement du Sénat entraîne l'arrivée d'une majorité républicaine qui, le 30 janvier, provoque la démission de Mac Mahon. Le Parlement se réunit en congrès et porte à la présidence un républicain, Jules Grévy. La III^e République est enfin née, neuf ans après sa proclamation consécutive à la défaite de Sedan.

Salon, café et cercle... les racines de la République.

Pendant toute cette période, et même bien avant, les idées républicaines, laïcité, pensée libre et les Lumières, si l'on en croit les témoignages de l'époque mais également les rapports de police, ont été largement répandues en grande partie grâce aux cafés et aux cercles. Celui de la Bédoule comme ceux de Peypin, Roquevaire et Gemenos, mais aussi ceux de Paris, le café Schaeffer, le café de Madrid, le café Frontin, le Grand U, et bien d'autres, ont participé activement à l'enracinement de l'idée républicaine. Un combat qui n'a pas été de tout repos. En relisant les archives de la municipalité de Roquefort la Bédoule, on s'aperçoit qu'un «cercle catholique des ouvriers» avait été constitué dès 1877, mais qu'il n'avait pu fonctionner en raison de la campagne des monarchistes et du clergé contre la République à l'époque de Mac Mahon. «Les réunions se tenaient dans la quasi-clandestinité à l'étage de la maison...» qui deviendra par la suite l'actuel cercle républicain. Ce n'est que le 7 novembre 1879, que le maire républicain, Louis Guibert, appuyé par la plupart de ses conseillers municipaux, adressa à la préfecture des Bouches-du-Rhône une demande de fondation du cercle des travailleurs. Vingt jours plus tard, le

.....
3. Le préfet Poubelle passera à la postérité en prenant, en mars 1884, un arrêté qui obligeait les propriétaires d'immeubles à mettre à disposition de leurs locataires «des récipients communs, munis d'un couvercle et d'une capacité suffisante pour contenir les déchets ménagers».

préfet Poubelle donnait son accord.

Le cercle recensait 50 membres dès sa création. Les adhésions se faisaient par cooptation pour éviter qu'aucun «indésirable» ne puisse s'y introduire. La cotisation annuelle était de 3 francs. Les sommes recueillies étaient essentiellement consacrées aux loyers, taxes, chauffage, éclairage et assurances avec une part non négligeable pour les abonnements. Les statuts précisait qu'il s'agissait «d'un lieu de réunion pour la conversation et la lecture» et qualifié pour la circonstance de débit de boisson, café, auberge...». En réalité, en province, comme à Paris, ces cercles développaient une vertu pédagogique, permettant la réflexion politique. Bien sûr ils étaient surveillés (les rapports de police le confirment) au même titre que les cafés. Plusieurs témoins de l'époque témoignent de l'action et de l'influence de ces cafés et cercles. Juliette Adam⁴, par exemple, proche de Gambetta reprochait à ses amis parisiens de trop fréquenter les cafés : *« Vous pouvez être de l'opposition dans les cafés, mais vous ne pourrez être du gouvernement que dans le monde. Il faut, dès maintenant, que vos fils – hélas ! Vous êtes trop de célibataires ! – deviennent des gens bien élevés. [...] C'est à Belleville, c'est au café du Grand U qu'on fait les révolutions et les oppositions ; c'est dans les salons qu'on fait les gouvernements »*⁵.

Les Cercles républicains, les cafés, à la fois lieu de rencontre, de récréation, lieu de sociabilité, ont-ils aujourd'hui

.....
4. Juliette Adam, (1836 - 1936) écrivaine, féministe républicaine française. Elle tient «salon» boulevard Poissonnière puis, à partir de 1887, boulevard Malesherbes. Léon Gambetta en sera un habitué. S'y retrouveront également Adolphe Thiers, Eugène Pelletan, Gabriel Hanotiaux, Edmond About, Louis Blanc, Alphonse Daudet, Camille Flammarion, Georges Clemenceau, l'éditeur Jules Hetzel, le poète Sully Prudhomme, Émile de Girardin, Gustave Flaubert, Louis de Ronchaud, Gaston Paris, Victor Hugo, Guy de Maupassant, Ivan Tourguéniev, etc.

5. Adeline Daumard, « La vie de salon en France dans la première moitié du XIX^e siècle », in Étienne François (éd.), Sociabilité et société bourgeoise en France, en Allemagne et en Suisse, 1750-1850. Paris, Recherche sur les civilisations, 1986.

toujours la même influence ? A n'en pas douter c'est un sujet qui méritera un développement dans un prochain *Bulletin de Promemo*. En attendant n'oubliez pas de noter sur vos agendas de faire un détour cet automne vers Roquefort la Bédoule.

« Sources et ressources de l'histoire du monde ouvrier et du mouvement social »
Le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme

Jean-Claude Lahaxe

Le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme a été fondé à Marseille en 1965 par une poignée de militants anarchistes parmi lesquels se trouvait René Bianco (1941-2005). Dépôt annexe du CIRA de Lausanne, il est devenu plus autonome par la suite. Il fait partie de la Fédération internationale des centres d'étude et de documentation libertaires qui s'est réunie pour la dernière fois à Lausanne en Suisse en 2007. Il est affilié à l'International Association of Labour History Institutions qui regroupe 70 centres dans 20 pays.

Le CIRA est lié par contrat avec les Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Il y a déposé une partie de son fonds (en particulier 1750 titres de périodiques et 2000 affiches) quand il fut confronté à des problèmes de locaux (tous ces documents sont librement consultables). Le CIRA compte actuellement environ 220 membres, originaires de toutes les régions de France et de l'étranger qui contribuent activement à son bon fonctionnement (correspondances, recherches). Depuis 1987, il s'est constitué en association Loi de 1901. La gestion du Centre est faite de manière collective et bénévole par un conseil d'administration élu en assemblée générale. Le Centre vit essentiellement des cotisations de ses membres (la cotisation minimale s'élève à 25 euros par an. La cotisation souhaitée est de 80 euros).

Le principal but du CIRA est de collecter, classer et archiver tout ce qui possède un rapport avec l'anarchisme. Le fonds se compose de plusieurs milliers d'ouvrages (archives de militants, travaux universitaires, dossiers biographiques) ainsi que plusieurs centaines de brochures (citons, entre autre, *L'ordre social*, *Jeunes libertaires*, *La Défense de l'Homme*), d'affiches, de tracts, de cassettes vidéo, de documents iconographiques (cartes postales, photos). Certains de ces documents ont été écrits et publiés par des anarchistes. D'autres sont l'œuvre d'auteurs hostiles à ce courant de pensée. Les documents sont écrits dans une vingtaine de langues, les plus représentées étant le Français (3 212 publications entre 1850 et 1993), le Castillan et l'Italien.

Le CIRA publie par ailleurs un bulletin (42 numéros à ce jour). Des sujets très variés y ont été abordés. Les premiers numéros dressaient l'état des collections. Puis ont été édités des bulletins thématiques. Ils furent tout d'abord consacrés à la région marseillaise (le Congrès de Marseille en 1879, la section de l'Internationale, Louise Michel en Provence). Puis fut abordée la Seconde Guerre mondiale vue par les anarchistes français et espagnols. Des biographies de militants furent publiées. Un bulletin a été consacré à l'anarchisme en Argentine. Ces bulletins sont complétés par une liste des travaux en cours, une bibliographie anarchiste annuelle (depuis 1990) et par une Feuille d'infos mensuelle (depuis 1999). En tant qu'éditeur, le CIRA a contribué à la publication de deux livres et de deux calendriers. L'informatisation du catalogue de livres a commencé en l'an 2000. L'achat d'un local est envisagé car la masse de documents augmente sans cesse. Pour permettre la réalisation de cet objectif, une souscription permanente est ouverte.

Le CIRA organise régulièrement des débats, des tables rondes, des cycles de discussion, des expositions, des rencontres avec des auteurs et des éditeurs. Ce furent par exemple l'extrême-droite à Marseille en 1987, Han Ryner en 2002, Alexandre

Marius Jacob en 2005. En 2008, les sujets abordés ont été: les affiches des anarchistes espagnols, l'éducation libertaire, le Mouvement ibérique de libération, la collection Mémoires sociales des éditions Agone, les fichiers policiers, la revue *Réfractations*, l'illégalisme, Albert Camus et les libertaires, les anarchistes en France de 1939 à 1945. Le CIRA participe à des colloques (L'anarchisme, Barcelone, 1993, La culture libertaire, Grenoble, 1996, La Littérature prolétarienne, Saint-Nazaire, 2002...). Il prête des documents pour des expositions.

Le CIRA a participé à plusieurs reprises à La Nuit de l'anarchie organisée par le Théâtre Toursky de Marseille. Il a organisé en 2003 la Foire aux livres anarchistes de Marseille (FLAM) avec des stands d'éditeurs, des débats et des spectacles. Il participe à diverses fêtes du livre, anarchiste ou non, présentant la production des éditeurs libertaires. Indépendant de toute organisation politique ou syndicale, le CIRA n'hésite pas à participer à certaines actions de solidarité. Toutes ses activités, ses publications et sa bibliothèque sont consultables sur Internet à l'adresse suivante: cira.marseille.free.fr

Comment contacter le CIRA?

Le CIRA se trouve au 3 rue Saint-Dominique dans le premier arrondissement de Marseille à cinq minutes à pied de la gare Saint-Charles ou de la Canebière.

L'ensemble du fonds est librement consultable par toute personne intéressée: militant, étudiant, chercheur, écrivain, universitaire, journaliste ou simple curieux.

Des permanences sont assurées du mardi au vendredi de 15 à 18 heures 30 avec une prolongation jusqu'à 21 heures le mardi. En dehors de ces horaires, il est possible de prendre rendez-vous.

Il est possible de contacter le CIRA par téléphone au 0950 511 089 (prix d'un appel local en France) les jours de permanences et de laisser un message les autres jours. On peut envoyer une télécopie au 04 91 56 24 17 ou adresser un courriel à cira.marseille.free.fr

Le courrier doit être adressé au 3 rue Saint-Dominique 13001 Marseille. Il est répondu aux demandes de renseignements lorsque les recherches ne sont pas trop longues.

La carte de lecteur (pour les non-adhérents) coûte 10 euros par an et il faut laisser un chèque de caution de 50 euros.

« Un petit tour sur le Web ouvrier »

Le site du CODHOS

Patrick Hautière

Le Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS) est né du constat que les archives et la documentation en histoire ouvrière et sociale se trouvaient en France dispersées dans de nombreux centres et institutions dotés de faibles moyens. Rassemblant des centres de recherche universitaire, des associations, des fondations, des organismes proches de partis politiques et de syndicats, et de grandes institutions publiques, le CODHOS se donne pour but de permettre l'échange d'informations entre ses membres, de recenser les archives, de sauver des documents. Il peut fournir des documents de travail aux différents chercheurs, notamment par l'inventaire des sources écrites relatives aux congrès des organisations syndicales, politiques ou associatives. Il organise par ailleurs des journées d'études susceptibles de valoriser la documentation.

La page d'accueil du site (www.codhos.asso.fr) comporte dans sa partie supérieure un bandeau reprenant les affiches de l'exposition « *Le monde ouvrier s'affiche* » réalisée par le CODHOS en septembre 2008. Le site comporte six parties :

- La présentation du CODHOS.
- La liste des 37 membres du CODHOS. Une fiche indique pour chacun d'entre eux ses coordonnées, ses heures d'ouverture, l'origine de sa création, les fonds documentaires consultables.

- Les ressources documentaires avec un annuaire signalétique de 263 militants, tous courants confondus, et surtout une base de donnée des congrès ouvriers (syndicats, partis) de 1870 à 2000.

- Les publications du CODHOS (par exemple un inventaire de la presse socialiste entre 1871 et 1914 réalisé par Marjorie Gaudemer).

- « Un retour aux sources » couvrant la période 1968-2008. Actuellement, il s'agit de recenser systématiquement les publications et manifestations qui, en 2007 et 2008, ont marqué les 40 ans de Mai 68. Une chronologie détaillée permet de suivre le déroulement des événements de mai et juin. Des liens permettent d'accéder à des galeries de photographies et d'autres documents d'époque.

L'inscription à la newsletter du site permet de recevoir régulièrement des informations sur ses mises à jour.

Pour conclure, un site intéressant mais qui malheureusement n'est pas actualisé régulièrement: la dernière mise à jour date de février 2009 et la dernière actu remonte à décembre 2008.

Notes de lectures

Gérard Leidet

Hô Chi Minh, *Le procès de la colonisation française et autres textes de jeunesse*, présentés par Alain Ruscio, éditions Le temps des Cerises, 2007, 201 pages, 11€.

Le *procès de la colonisation française* a été publié une première fois en 1925 par la Bibliothèque du Travail. Son auteur Nguyen Ai Quôc, qui allait devenir célèbre sous le nom de Ho Chi Minh, avait résidé en France de 1917 à 1923. C'est dans ces années-là qu'il rédigea ce témoignage précis, accablant et « vécu », jamais réédité depuis. Il faut savoir gré aux éditions *Le temps des cerises* d'avoir publié ces textes en 1999 puis d'en proposer en 2007 une nouvelle édition augmentée d'autres articles et précédée d'une introduction très complète d'Alain Ruscio.

Dès ses premiers pas dans les milieux socialistes, seule la « question indigène » semble intéresser ce « bolchevik jaune », ainsi que l'atteste la parution des « *Revendications du peuple annamite* » commentées dans *l'Humanité* du 18 juin 1919 et dans *Le Populaire* du 14 octobre 1919. Le congrès de Tours le montre plus tiraillé qu'on a pu le croire entre les amis qu'il possède dans les deux camps. Le choix de l'Internationale communiste par Nguyen Ai Quôc découlerait, selon Alain Ruscio, de la lecture des *Thèses sur la question nationale et coloniale* de Lénine. Son intervention lors du congrès de Tours s'articule essentiellement autour des questions de violations des libertés et de misère du peuple. Les notions d'impérialisme et d'indépendance demeurent encore chez lui « floues », voire inexistantes. En 1921, lors de la constitution du comité d'études coloniales, le premier organisme destiné à lutter contre le colonialisme au sein du jeune PCF, Nguyen Ai Quôc anime la section de l'Indochine française. A ce titre, il assure le 29 décembre 1921 une des présidences du congrès national de Marseille au cours duquel il fait adopter, au nom du CEC, une motion relative aux questions coloniales.

L'édition de 2007 est utilement complétée par des écrits de jeunesse qui montrent la diversité des lieux d'interventions de ce militant déjà très actif. Citons entre autre « Aimez le peuple qui vous protège » paru dans *Le Libertaire* du 7 octobre 1921 et « L'armée contre-révolutionnaire » paru le 7 septembre 1923 dans *La Vie ouvrière*. Parmi les compléments figurent aussi des portraits brossés par ses contemporains, notamment l'hommage adressé par Marcel Cachin dans *l'Humanité* du 19 juin 1931 au « révolutionnaire annamite Nguten hai Quoc ». Suivent ensuite les articles regroupés sous le titre « *Le procès de la colonisation française* ». Au côté de ceux qui concernent les gouverneurs, administrateurs et autres « civilisateurs » de l'empire colonial, figure un texte « d'avant garde » pour la période évoquant le « *martyre de la femme indigène* ». Un article d'une grande force, *L'impôt du sang* traite de la question du volontariat et du « fruit du sacrifice » des indigènes lors de la Grande Guerre.

Au-delà de l'hommage et de la (re) découverte du combattant révolutionnaire, l'un des grands mérites de cet ouvrage est de permettre au lecteur de mieux comprendre la force d'évocation et de conviction de celui qui fut l'un des jeunes — et rares — militants à affirmer le potentiel révolutionnaire de l'Orient et des peuples colonisés.

Alain Ruscio (direction), *L'affaire Henri Martin et la lutte contre la guerre d'Indochine*, Paris, éditions Le Temps des Cerises, 2005, 240 pages, 20 €.

Issu des actes du colloque tenu à Paris en janvier 2004, augmenté d'un recueil de témoignages et de documents en partie inédits, préfacé par Raymond Aubrac (« désobéir c'est le fait d'un homme libre »), cet ouvrage éclaire les aspects méconnus d'un moment — un peu oublié aujourd'hui — de l'histoire politique et sociale des années 50 : la guerre « française » d'Indochine. Alain Ruscio, historien, spécialiste des questions coloniales et du PCF qui fut à l'initiative de cette journée d'études, a rassemblé des historiens de

la période qui ont pu croiser leurs analyses avec les « souvenirs » de centaines d'acteurs et de témoins directs des événements, parmi lesquels Henri Martin lui-même.

La première partie de l'ouvrage s'articule autour de deux textes qui dressent le bilan de la période. Philippe Devillers revient sur « l'enchaînement des circonstances » qui ont suscité l'engagement d'Henri Martin en revisitant les débuts de cette guerre coloniale (1945-1946). Alain Ruscio donne un récit vivant et argumenté en retraçant la « genèse et les grandes étapes » de « l'affaire ». Les autres contributions complètent très utilement ces deux synthèses. Anne Mathieu, spécialiste de Paul Nizan, présente les textes de combat et l'implication « concrète » de Jean-Paul Sartre, alors compagnon de route du PCF. Sabine Rousseau évoque l'engagement « tardif » des chrétiens autour notamment des revues *Esprit* et *Témoignage Chrétien*. Elle nous rappelle aussi pourquoi la figure de Jeanne Bergé, elle aussi emprisonnée pour avoir manifesté son hostilité à la poursuite de la guerre d'Indochine, est tombée dans l'oubli. Axelle Brodiez articule trois « protagonistes fondamentaux et indissociables » : le Secours populaire français, les Comités de défense et le rôle d'André Marty qui utilise avant sa chute une double stratégie en organisant le noyautage de ces deux structures. Le témoignage de Jacques Mignot retient l'attention dans le rapport, très étroit ici, du culturel et du combat politique : il s'agit d'une tentative de théâtre populaire et politique revue à travers les tournées d'une aventure théâtrale unique : les Pavés de Paris.

Par le travail historique entrepris ici, le recueil des témoignages et de documents — parmi lesquels deux inédits issus de la correspondance de Vincent Auriol et l'ordonnance de non lieu, après une arrestation d'Henri Martin lors de la Guerre d'Algérie en décembre 1957 — ce livre permet de mieux comprendre ce moment de la Guerre froide trop méconnu où l'itinéraire d'un homme, « un militant comme des milliers d'autres », fut placé, comme il le dit lui-même, « dans des conditions particulières de lutte ».

« La question coloniale dans *l'Humanité*, (1904-2004) », choix d'articles présentés et annotés par Alain Ruscio, éditions La Dispute, 2005, 600 pages, 30 €.

C'est dans le cadre du centenaire du journal *l'Humanité*, qu'Alain Ruscio présente et annote un très large choix d'articles parus tout au long du siècle dans ce quotidien. Cette « anthologie critique » revisite les grandeurs mais aussi les limites de l'anticolonialisme en France. En une dizaine de chapitres, l'ouvrage couvre équitablement chaque période chronologique depuis « *L'Humanité* socialiste » (1904-1920) et les « premiers combats de *l'Humanité* communiste » (1921-1926) jusqu'aux « confettis de l'Empire » qui concernent le dernier demi-siècle. Intitulé « indigènes et immigrés », le dernier chapitre parcourt à nouveau la longue vie du journal et traite de la question coloniale.

Tout au long des chapitres, les événements, les documents et les positionnements de la direction du PCF sont présentés, sans cacher les réussites et les échecs, les contradictions ou les abandons. Si l'auteur accorde à la ligne éditoriale du journal d'avoir aussi continûment dénoncé les crimes et les injustices commis envers les peuples colonisés, il n'en observe pas moins une dénonciation du système qui ne fut pas toujours au niveau des besoins. Il déclare ainsi à propos de la guerre du Rif : « On aurait tant aimé que la grève d'octobre 1925 rassemble un million de travailleurs, comme la légende communiste l'a longtemps affirmé, et non quatre ou cinq fois moins, comme l'historiographie l'a prouvé ». Alain Ruscio ne manque pas d'évoquer les fluctuations ou hésitations de la « ligne ». Alors qu'en 1915 Marcel Cachin « se glorifie de la fidélité de nos soldats coloniaux », il appelle dans ses éditoriaux à l'action contre la « sale guerre d'Indochine ». Gabriel Péri, jeune militant anticolonialiste au début des années 30, devient le député qui en 1937 exalte « l'unité entre la France du Front populaire et les populations colonisées ».

La place manque ici pour dire tous les mérites d'un ouvrage qui, au-delà de l'histoire de la gauche dans ses rapports avec la question coloniale, permet de réfuter les thèses des chantres du rôle « civilisateur » de la colonisation.

Isabelle Sommier et Jean Brugié, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, éditions Flammarion, 2005, 23 €.

L'originalité de ce livre est d'avoir été écrit à deux voix. Spécialiste des questions de radicalité et de violence politiques (*La violence politique et son deuil* ou *La France rebelle*), Isabelle Sommier nous livre ici la singulière trajectoire de Jean Brugié ¹¹, militaire et communiste, engagé très tôt « en faveur du drapeau tricolore et de l'idéal révolutionnaire ». Ce dernier a repris tous les écrits qu'il avait accumulés des années durant pour retracer son (ses) itinéraire(s). Une cinquantaine d'heures d'entretiens et de nombreuses archives – dont quelques-unes figurent en fin d'ouvrage – auront été nécessaires pour présenter au lecteur le double écueil d'« être communiste » dans une armée qui se méfiait des « rouges » et d'« être militaire » dans un PCF imprégné d'anti-militarisme.

Collaborateur durant la Résistance d'Henri Rol-Tanguy qui lui servira de modèle, militant communiste des années de Guerre froide, officier dans la Légion en Indochine, Tunisie, puis en Algérie : Jean Brugié aura revêtu bien des uniformes et ressenti bien des états d'âme avant de pouvoir commencer à répondre aux questions qui le taraudaient depuis longtemps : comment demeurer pendant dix longues années un soldat dans ces guerres « injustes et sales », lui qui était d'abord et avant tout un militant qui croyait au nécessaire changement révolutionnaire de société ? A-t-il trahi le militaire qu'il fut ? A-t-il renié le militant qu'il était simultanément ? Les réponses à ces questions sont aussi à chercher dans les « blancs » du texte, dans un récit qui croise le témoignage, les archives et la mémoire d'un homme qui a su « démêler l'écheveau de ses vies afin de mettre au jour, ce siècle qui aurait pu advenir et dont l'échec a travaillé, en fond politique et société françaises : le siècle de l'avènement d'une société nouvelle, telle que l'avait rêvée, un jour, un petit groupe de partisans ».

.....
1. Sa biographie est parue dans le tome 2 du *Dictionnaire biographique mouvement ouvrier-mouvement social* ; sous la direction de Claude Pénnetier, éditions de l'Atelier, novembre 2006, p 396.
.....

Andrée Bensoussan

Jean Sprecher, *A contre-courant : Étudiants libéraux et progressistes à Alger, 1954-1962*, éditions Bouchene, 113-115 rue Danielle Casanova, 93200 Saint-Denis, 2000, 196 p.

Au moment où, comme dit l'historien Pierre Vidal-Naquet, « il se manifeste une gigantesque envie de vérité à propos de l'Algérie », le récit autobiographique simple et lucide de Jean Sprecher trouve toute sa place. L'auteur veut, en tant qu'acteur et témoin, contribuer à sortir de l'oubli la part prise par un groupe d'étudiants « libéraux et progressistes » à Alger.

Jean Sprecher définit ces étudiants comme un groupe totalement hétérogène : à côté de sympathisants, communistes, socialistes, chrétiens-progressistes, tous européens et de gauche, on trouve aussi des membres de l'Union des Étudiants Musulmans d'Algérie. Tous sont hostiles au système colonial, même si leur engagement a pris des formes différentes, allant pour certains jusqu'au combat clandestin ou déclaré au côté du FLN. Le noyau initial de ce groupe est composé d'étudiants « pions » du lycée Bugeaud à Alger. C'est parmi eux que l'auteur milite avec cinq de ses amis qui expliquent à la fin du livre comment on devient libéral dans une Algérie coloniale.

Jean Sprecher commence par raconter ses années d'adolescence. Il a 18 ans en 1948 et découvre en classe de philosophie Sartre, le jazz et la poésie. Il s'éloigne progressivement de son milieu, de cette jeunesse insouciante, avide de plaisirs dépeinte par Camus. Il évoque aussi la ferme de ses grands-parents près de Philippeville puis, plus tard, les longues marches avec son père, chef de gare souvent muté à travers l'Algérie profonde. Ces récits nous permettent de mieux comprendre comment l'auteur a pu percevoir les

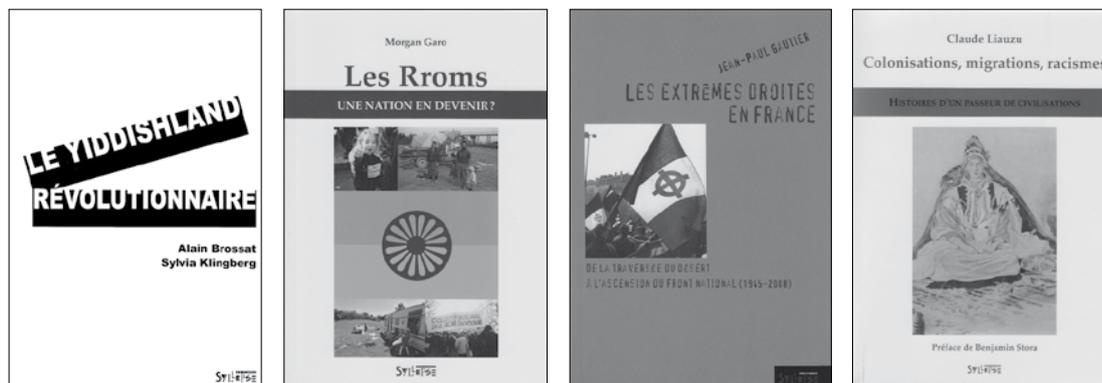
Algériens musulmans autrement que la plupart des Européens pour qui «l'indigène» n'était qu'un simple élément du décor. Avec la même sincérité, il évoque son malaise face au racisme ordinaire de l'époque. Il rend aussi hommage à l'école laïque qui lui a permis de connaître à l'internat du lycée Bugeaud ces étudiants algériens, l'historien Mohamed Harbi et bien d'autres, qui seront les futurs cadres de l'Algérie indépendante.

La guerre éclate. A la faculté d'Alger, Jean Sprecher et ses amis tentent de s'opposer à la montée de l'activisme européen. Il se retrouve soldat dans une guerre qu'il refuse, intellectuellement et moralement. Il est affecté à Paris puis dans l'Ouarsenis où il est témoin des pratiques ordinaires de cette guerre coloniale. C'est lors de son retour à la vie civile en 1958 que débute véritablement son engagement et son action politique. Avec ses amis libéraux, il crée le Comité d'Étudiants d'Action Laïque et Démocratique qui réussit à présenter des listes aux élections de l'association étudiante dominée par l'extrême droite. Mais l'action la plus glorieuse et symbolique est celle du 3 novembre 1960, «journée particulière» où dans les rues d'Alger une centaine d'étudiants libéraux force un piquet de grève ultra et fait retentir les cris de «Paix en Algérie», «Lagaillarde au poteau»¹, «Négociations». Puis viennent les années noires 1961-1962. Jean Sprecher écrit que «C'est au moment où nous pensions travailler à la transformation de notre pays que nous allons voir notre vie menacée». Il part furtivement d'Alger. Il ne savait pas alors que c'était pour toujours.

Ce livre ne laisse pas indifférent. On y retrouve le rêve d'une Algérie nouvelle, laïque, indépendante, où la minorité européenne (et les Juifs présents en Algérie avant la conquête arabe) aurait pu trouver sa place. Jean Sprecher montre que certains, au cœur de la tourmente, ont su mener un combat à contre-courant pour cet idéal de justice².

-
1. Pierre Lagaillarde a été président de l'Association nationale des étudiants d'Alger, partisan de l'Algérie française, il a pris la tête de «la semaine des barricades» (24-31 janvier 1960). Incarcéré à la prison de la Santé, il s'est enfui lors d'une mise en liberté provisoire en Espagne. Il a été l'un des fondateurs de l'OAS en décembre 1960.
 2. Jean Sprecher (1930-2006), membre du PCF ; conseiller municipal puis adjoint au maire des municipalités Toussaint Merle, Philippe Giovanini et Maurice Blanc à La Seyne-sur-Mer.
-

EDITION SYLLEPSE



Alain Brossat, Sylvia Klingberg, *Le Yiddishland révolutionnaire*, 284 p., 22 euros.

Morgan Garo, *Les Roms. Une nation en devenir ?*, 239 p., 21 euros.

Jean-Paul Gautier, *Les extrêmes droites en France. De la traversée du désert à l'ascension du Front National (1945-2008)*, 464 p., 22 euros.

Claude Liauzu, *Colonisations, migrations, racismes. Histoires d'un passeur de civilisations*, 542 p., 27 euros.